

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Les raisons pour lesquelles le libre-échange n'est pas toujours un avantage ...

... et les raisons pour lesquelles le protectionnisme peut offrir une protection

par Karl Müller

L'affirmation selon laquelle science et raison sont du côté de l'«establishment» et que toute critique à son égard ne dispose pas d'argumentation valable est une «vérité» auto-proclamée. En effet, les critiques émises seraient aveugles face à la réalité et prisonnières de leurs émotions, se laissant séduire par des «populistes», des «complotistes» et des diffuseurs de «fake-news» (en première ligne le gouvernement russe). Notamment toute critique de la globalisation et de sa «loi fondamentale des 4 libertés» (commerce mondial illimité des biens, des services, du capital et de la libre circulation de personnes) est qualifiée de ringard, totalement abscons et inapproprié dans le monde d'aujourd'hui. Ce ne sont que des angoisses et des sentiments dignes d'une psychothérapie des prétendus «perdants de la globalisation».

Les colonnes des grands médias débordent de «témoins» propageant cette «légende». Ce sont avant tout des «intellectuels» bien choisis ayant droit à la parole ou alors, on vante leurs «ouvrages» – pour démontrer que l'«esprit» est du côté de l'«establishment». De jeunes «philosophes» peuvent publier leurs écrits chez des éditeurs renommés, par exemple *Suhrkamp*, où ils décrivent comment les frontières entièrement ouvertes et la libre circulation de personnes sans aucune entrave correspondent uniquement à l'«attachement libéral à la liberté et à l'égalité de tous les êtres humains» (Eloge paru dans le «Neue Zürcher Zeitung» du 27 janvier).

### La deuxième phase de la globalisation

*Ban Ki-moon*, ancien secrétaire général des Nations-Unies, n'avait-il pas annoncé l'avènement de la deuxième phase de la globali-

sation, l'«ère de la mobilité» (<https://www.unric.org/de/migration-pressemittellungen/11270>): «Comme nous entrons actuellement dans l'ère de la mobilité, de plus en plus de personnes traverseront les frontières. En recherchant davantage de chances et une meilleure vie, ils ont le potentiel de démanteler les grandes inégalités caractérisant notre époque [...]».

Cela semble être très humaniste. Pourtant, c'est la tragédie de notre époque: le nombre d'«intellectuels» qui – on ne sait pas pourquoi – croient aux belles paroles en les enrichissant intellectuellement – de paroles n'ayant aucun sens en comparaison avec la réalité.

### L'esprit, où est-il?

Cela est également faux d'affirmer que l'esprit se trouve uniquement de ce côté-là. A

lire: *Hans-Peter Martin/Harald Schumann*: «Die Globalisierungsfalle. Der Angriff auf Demokratie und Wohlstand», 1996; *Gerald Boxberger/Harald Klimenta*: «Die 10 Globalisierungslügen. Alternativen zur Allmacht des Marktes», 1998; *William Greider*: «Endstation Globalisierung. Neue Wege in eine Welt ohne Grenzen», 1998; *Edward Luttwak*: «Turbo-Kapitalismus. Gewinner und Verlierer der Globalisierung», 1999; *John Gray*: «Die falsche Verheissung. Der globale Kapitalismus und seine Folgen», 1999; *Manfred Ritter/Klaus Zeitler*: «Armut durch Globalisierung. Wohlstand durch Regionalisierung», 2000; *Vivianne Forrester*: «Die Diktatur des Profits», 2001; *Tanja Brühl/Tobias Debiel/Brigitte Hamm/Hartwig Hummel/Jens Martens* (Hg.): «Die Privatisierung der Weltpoli-

Suite page 2

## Les deux phases de la globalisation

km. Depuis 1987, les cinq instituts allemands de recherches sur la paix et les conflits publient annuellement un rapport commun. Dans leur rapport sur la paix de 2016, les instituts présentent les origines des flux migratoires dans le monde et précisent dans leur communiqué de presse présentant leur rapport:

«Les fruits de la globalisation sont inégalement répartis. Un ordre injuste du marché mondial peut contribuer à saper l'acceptation des institutions politiques. Il ne nous faut pas davantage de libre-échange mais des relations commerciales équitables.»

Voici un extrait de la prise de position des éditeurs du rapport:

«La globalisation n'a pas seulement généré de fortes interdépendances et de la croissance, mais suite à ses caractéristiques néolibérales

aussi davantage de répartition internationale du travail et d'injustice, d'extrême exploitation et de destruction des espaces vitaux. Le marché mondial et ses accords, tel le *Traité de libre-échange transatlantique* (Transatlantic Trade and Investment Partnership, TTIP) influencent massivement sur les conditions d'existence économiques et écologiques: de nombreux pays du Sud vivent de l'exportation de leurs produits agricoles et de matières premières. Ils ne sont plus concurrentiels si les Etats-Unis et l'UE baissent leurs droits de douane entre eux sur les produits agricoles. La coopération au développement recommande à juste titre de soutenir les petites exploitations agricoles familiales pour réduire la faim. Toutefois, sans ordre plus juste du marché mondial, les intérêts du marché d'exportation

occidental continueront à prédominer la lutte contre les origines des flux migratoires.»

Dans un commentaire publié dans la «Neue Zürcher Zeitung» du 8 février, *Karin Horn* a expliqué ce que signifie une mobilité infinie «ayant le potentiel de démanteler les grandes inégalités». Favorable à une libre circulation illimitée des personnes, elle utilise la langue de bois. Se référant à l'idée que les Etats providences bien développés attirent les migrants, elle y oppose que «même là, où l'attrance est très grande, il ne faut pas en déduire qu'on doit limiter la libre circulation des personnes. Les libéraux se sont toujours prononcés en faveur de la réduction de l'Etat providence.»

*Karin Horn* enseigne l'histoire des idées liées à l'économie à l'Université Humboldt de

Berlin ainsi qu'aux Universités de Siegen et d'Erfurt. En tant que journaliste économique, elle écrit de temps en temps pour la «Neue Zürcher Zeitung» et la «Frankfurter Allgemeine Zeitung». Elle est titulaire de plusieurs prix, tel le prix du journalisme de la Fondation Friedrich-August-von-Hayek. De 2011 à 2015, elle a présidé le comité de la Friedrich A. von Hayek Gesellschaft e.V. Elle est naturellement aussi membre de la Société du Mont Pèlerin et de nombreuses autres fondations et sociétés. On dit également d'elle qu'elle a une grande estime pour les idées d'*Adam Smith*, de *Friedrich August von Hayek* et de *James M. Buchanan*. Ce dernier est Américain et a développé une théorie économique de l'Etat, dans laquelle il tente d'attribuer au citoyen au sein de l'Etat le rôle d'*Homo oeconomicus*.

## En Allemagne, menace de guerre monétaire

par Sebastian Müller et Heiner Flassbeck\*



Heiner Flassbeck  
(photo Wikipedia)



Sebastian Müller  
(photo mad)

Après l'interview de Donald Trump accordée au journal «Bild» le 16/1/17, la confusion règne en Allemagne. Est-on vraiment si désarmé par le fait que le président américain comprenne ce qui ne va pas dans le commerce international?

A *Makroskop* nous avons déjà pressenti l'élection de Donald Trump à la présidence. Dès

le début de la nouvelle année, il a menacé la Chine d'une augmentation de 45% des droits de douane sur les importations chinoises. Le sens dans lequel on allait s'orienter était dès lors annoncé clairement. Peu après le communiqué de Trump à la Chine, *Heiner Flassbeck* écrivait, le 13 janvier, un article sur «Trump et la Chine – un avant-goût de Trump et l'Allemagne» c'est-à-dire littéralement: «L'Allemagne devrait considérer de très près la façon dont Trump se comporte avec la Chine, car l'Allemagne, elle aussi, le pays du G-20 avec le plus fort excédent du ratio Import/Export (presque 9% du PIB), a quelque chose à perdre. Pour l'Allemagne, les Etats-Unis sont le partenaire commercial avec le plus grand déficit – environ 60 milliards d'euros par an. Plus tard, ce sera au tour du président Trump, lorsque son ministre des Finances exposera au Congrès le *Currency Report* annuel, de dénoncer, selon le point de vue des Etats-Unis, quels

sont les plus grands pécheurs du commerce international.»

Trump a cependant réagi beaucoup plus vite que nous l'avions supposé. Deux jours plus tard seulement, il a non seulement pris connaissance de l'importance du déficit en faveur de l'Allemagne, mais a également annoncé, lors d'une interview remarquable avec «Bild» et le «Times» les premières conséquences. Tout comme avec la Chine, le «président-élu» menace l'Allemagne de ne plus accepter de très forts déficits en matière de commerce mutuel. Le commerce n'est pas une voie à sens unique, voilà son principal argument. En outre, il menace les constructeurs automobiles allemands, notamment BMW, de pénalités douanières si les véhicules destinés au marché américain devaient être construits au Mexique. «Vous pouvez construire des voitures pour les Etats-Unis, mais vous serez taxés à hauteur de 35% pour chaque automobile entrant aux Etats-Unis». (Donald Trump)

### Le mercantilisme allemand est illégal

Quand le président de la plus grande puissance économique de la terre exprime clairement une fois encore l'évidence selon laquelle le commerce ne peut être en aucune façon une voie à sens unique, comment peut-on le contester? Peut-on reprocher à Trump de penser sérieusement à réduire le déficit du commerce extérieur d'environ 800 milliards de

dollars par an, ce dont d'autres présidents ont certes également parlé, mais sans entreprendre quoique ce soit concrètement contre les pays excédentaires?

Le président des Etats-Unis pourrait même obtenir gain de cause dans le cas du dépôt d'une plainte devant l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC). Car si Trump se met à taxer les produits d'importation allemands, ce serait conforme aux règlements de l'OMC: on peut légalement menacer les pays excédentaires pour protéger ses propres marchés intérieurs et sanctionner ces pays dans les cas extrêmes. Selon l'article XII de la Convention du GATT de 1947, il est évident que les forts excédents du commerce extérieur allemand sont illégaux: «[...] Any contracting party, in order to safeguard its external financial position and its balance of payments, may restrict the quantity or value of merchandise permitted to be imported [...]. Contracting parties undertake, in carrying out their domestic policies, to pay due regard to the need for maintaining or restoring equilibrium in their balance of payments on a sound and lasting basis and to the desirability of avoiding an uneconomic employment of productive resources. They recognize that, in order to achieve these ends, it is desirable so far as possible to adopt measures which expand rather than contract international

Suite page 2

\* Sebastian Müller a étudié l'histoire, les sciences politiques et la germanistique à Darmstadt. En tant qu'auteur indépendant, il se consacre en particulier aux interactions entre l'économie et la société ainsi qu'à l'histoire économique. Depuis 2009, il dirige, dans ce contexte, le blog du collectif d'auteurs Le Bohémien. En octobre, son livre «Der Anbruch des Neoliberalismus» [«Les débuts du néolibéralisme»] est paru aux éditions Promedia. Heiner Flassbeck est professeur honoraire à

l'Université de Hambourg et a été chef économiste à l'UNCTAD et secrétaire d'Etat dans le ministère allemand des Finances fédérales. Ses domaines de prédilection sont la globalisation, la théorie du développement économique et la théorie monétaire et de change. Publications: «Die Marktwirtschaft des 21. Jahrhunderts», 2010; «Zehn Mythen der Krise», 2012; en collaboration avec Paul Davidson, James K. Galbraith, Richard Koo et Jayati Ghosh: «Handelt jetzt! Das globale Manifest zur Rettung der Wirtschaft», 2013.

# Excédents d'exportation: bénédiction ou malédiction?

par Eberhard Hamer, Allemagne



Eberhard Hamer  
(photo mad)

L'Office fédéral allemand de la statistique vient juste d'annoncer un nouveau record mensuel dans l'exportation. L'excédent d'exportation allemand est avec 8,8% du PIB approximativement quatre fois plus élevé que celui de la Chine. Grâce aux surplus d'exportation allemands, les déficits des Etats membres de l'Europe du Sud sont encore supportables pour l'euro.

Alors que l'économie d'exportation allemande affirme depuis de nombreuses années que ce sont ses excédents qui garantissent la prospérité de l'Allemagne, cette affirmation est contestée par les analyses de la recherche sur le «Mittelstand», car les excédents allemands sont des déficits du commerce extérieur des pays partenaires devant pour cela accomplir des dettes. Cela a créé la spirale des dettes en Europe avec les hauts soldes-target (comptes de compensation) de la BCE. Ces dettes des Etats membres de l'UE auprès de l'Allemagne sont entretemps si élevées qu'elles ne pourront plus jamais être rem-

boursées. Nous devons donc prendre en compte qu'elles seront un jour gelées ou effacées. Cela ne signifie rien d'autre que notre industrie d'exportation livre pour une grande partie à des Etats membres endettés et que nous obtenons des avoirs mais jamais de paiements. Nous pourrions donc également offrir gratuitement nos biens d'exportation à la Grèce, à l'Italie, à la France ou à d'autres, cela reviendrait à la même chose. En fin de compte, les excédents d'exportation permanents sont des transferts de capitaux masqués par des pseudo-avoirs et un subventionnement des Etats déficitaires à la charge des excédents.

Le commerce extérieur allemand avec les Etats-Unis était en 2015 de 113,73 milliards d'euros et le déficit des USA face à l'Allemagne de 53 milliards de dollars. C'est peu comparé au déficit des Etats-Unis face à la Chine (350 milliards de dollars); cependant, le nouveau président Trump a pris, à juste titre, pour cible les déficits du commerce extérieur du pays. Il veut réduire l'endettement annuel des Etats-Unis d'environ 800 milliards de dollars – correct du point de vue théorique. Jusqu'à présent, on a tenté d'égaliser les déficits face à l'Allemagne par des paiements des coûts de l'occupation, des achats militaires, des paiements d'amendes de nos multina-

tionales et surtout par la vente de titres sans valeur. Dans le cas des Etats-Unis, tout comme dans le cas des Etats endettés européens, nous n'avons rien obtenu pour nos excédents d'exportation: de l'air au lieu de valeurs.

Si maintenant le nouveau président Trump veut réduire rapidement les déficits commerciaux américains, la Chine en tant que plus grand créancier de commerce extérieur américain se trouve au premier plan. Mais par la suite, ce sera le tour de l'Allemagne. Cela signifierait que des droits de douane, des réglementations et, comme actuellement déjà, des conflits juridiques aux Etats-Unis (pénalités financières) contre des grands groupes allemands réduiraient, voire fermeraient, le marché américain pour toutes les exportations. En outre, six des plus importantes destinations d'exportations allemandes sont économiquement et politiquement instables (Grèce, Italie, France et d'autres), ce qui pourrait à l'avenir également réduire nos exportations dans ces pays.

L'institut du «Mittelstand» ne compte plus pour les prochaines années avec des surplus substantiels d'exportation de l'Allemagne, il s'attend donc à une régression des exportations et à une diminution des excédents d'exportation, pouvant même se rapprocher de zéro.

Cela aurait les conséquences suivantes:

1. Une balance du commerce extérieur et des paiements entre les pays européens aurait un effet de consolidation dans les Etats endettés et une normalisation dans les pays jusqu'à présent excédentaires.
2. Mais si, en Europe, il n'y a plus d'excédents d'exportation allemands pour compenser l'endettement des pays de la zone Euro, soit ceux-ci devront réduire leurs dépenses, soit la BCE devra continuer à augmenter, à leur avantage, la masse monétaire.
3. La baisse des exportations allemandes signifie également le fléchissement de l'économie allemande – avant tout de la grande économie, chute de la croissance, réduction des investissements, des emplois, des impôts et des charges sociales. Le temps de l'abondance pourrait se terminer. Les décennies passées d'excédents du commerce extérieur de l'Allemagne ou de la Chine ne seront donc à l'avenir plus un état durable, ne seront plus tolérés et sont aussi non rentables (endettement excessif). Il se pourrait donc que le principe de notre loi de stabilité «compensation de la balance commerciale et de la balance des paiements» sera à l'avenir de nouveau l'état normal à atteindre.

(Traduction Horizons et débats)

## «Les raisons pour ...»

suite de la page 1

Entstaatlichung und Kommerzialisierung im Globalisierungsprozess», 2001; *Michel Chossudovsky*: «La mondialisation de la pauvreté» (2005) «Global Brutal. Der entfesselte Welthandel, die Armut, der Krieg», 2002 *Joseph Stiglitz*: «La grande désillusion» (2003). Ces auteurs de différents bords politiques concluent dans leurs ouvrages que la globalisation entraîne de nombreux inconvénients et qu'elle n'est pas le résultat de réflexions raisonnables orientées sur le bien commun mais l'expression d'intérêts financiers et de politique de force d'un petit groupe de personnes. Tous ces livres ont été publiés, il y a plus de 10 ans (et nombreux sont ceux parus depuis). – On aurait donc eu le temps de prendre les choses au sérieux. Cependant, l'agenda de l'«establishment» était (et demeure) différent.

## L'Angleterre s'est servie du protectionnisme et du libre-échange dans ses propres intérêts

Quel enseignement nous livrent les manuels d'histoire? Grâce au libre-échange, l'Angleterre devint une puissance mondiale, à une époque où elle était militairement et économiquement en position dominante. Mais aussi grâce au protectionnisme, à l'époque où le pays dut lutter contre une forte concurrence. En 1651, par exemple, le Parlement anglais promulgua l'acte de Navigation dont l'objet était de rompre la prédominance néerlandaise sur les océans pour devenir soi-même le numéro 1. Dans cet acte, on peut lire:

«Afin d'augmenter la flotte navale et de stimuler le trafic maritime de l'Angleterre, qui par la providence de Dieu et sous sa protection, sont si essentiels au bien-être et à la sûreté de notre république, le parlement a décidé qu'à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1651, l'importation de biens et de produits de toute sorte en provenance d'Asie, d'Afrique et d'Amérique arrivant en Angleterre, en Irlande ou dans une de leurs dépendances ne pourrait se faire qu'avec des bâtiments navals appartenant à des citoyens de notre république et dont la majorité des matelots et capitaines le sont également, sous peine de confiscation des marchandises et du bâtiment naval. Une moitié du bâtiment et une moitié des marchandises reviendront alors à la personne ou au groupe de personnes exécutant ladite confiscation et l'autre partie reviendra à la république.» Et ainsi de suite.

Quand cela servait leurs intérêts, les Anglais optaient pour le «libre-échange». Selon *David Ricardo*, économiste vivant et enseignant en Angleterre, c'étaient les Anglais qui créèrent l'idéologie du libre-échange – au moment où le pays était déjà la puissance économique prédominante pouvant

forcer les autres à acheter ses produits. Un des exemples le plus dévastateur fut la guerre de l'Opium contre la Chine. D'autres puissances coloniales européennes, asiatiques et américaines suivirent l'exemple en menant des guerres pour «ouvrir de nouveaux marchés» et créer des «portes ouvertes».

## Critiques à l'encontre de David Ricardo

*Mathias Binswanger*, professeur suisse en sciences économiques, a, dans un article pour la *NZZ am Sonntag* du 15 janvier 2017, rendu attentif à l'aspect du pouvoir dans l'idéologie du libre-échange: «L'ouvrage que l'économiste anglais *David Ricardo* publia en 1817 s'intitulait «On the Principles of Political Economy and Taxation». Il y développa la théorie des avantages comparatifs en termes de coûts devenus par la suite la pièce maîtresse des futures théories sur le commerce extérieur presque entièrement partagées dans le monde de l'économie: le libre-échange est bon et le protectionnisme est mauvais. Pourtant, est-ce toujours valable? Il est intéressant de constater que l'exemple historique du traité de libre-échange entre l'Angleterre et le Portugal, utilisé par Ricardo en 1817, prouve le contraire. Il s'agit ici du Traité de Methuen de 1703 [...]. Dans ce traité, les Portugais durent s'engager à lever l'interdiction d'importer du tissu anglais, mis en place pour protéger leur propre industrie du tissu, alors qu'en contrepartie les Anglais diminuèrent les taxes sur le vin de Porto portugais. Ce traité contribua fortement au déclin économique de la puissance mondiale qu'était le Portugal. La réalité était loin de ce que l'on pouvait s'imaginer comme pouvant être un avantage pour les deux partenaires commerciaux.» Et Binswanger de continuer: «Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le Portugal aurait eu de bonnes raisons de se défendre contre le libre-échange. Cependant, les Portugais n'avaient pas d'autre choix que de signer le Traité de Methuen, en raison du fait que lors de conflits militaires, ils étaient tributaires de la flotte anglaise.»

## Le «piège de la spécialisation»

Dans sa «théorie» – erronée – *David Ricardo* ignore d'importantes parties de la réalité ... et elle devint ainsi une idéologie. Dans leur livre intitulé «Les dix mensonges de la globalisation. Alternatives à la toute-puissance du marché», *Gerald Boxberger* et *Harald Klimenta* ont déjà expliqué en 1998 (à la page 27) pourquoi la théorie de Ricardo était «très problématique» – notamment son affirmation au sujet de la spécialisation comme étant la meilleure option pour tous les pays: se spécialiser dans les domaines dans lesquels ils étaient les plus productifs au niveau international: «Ce qui s'oppose aux avantages théoriques du libre-échange préconisés par Ricardo sont en première ligne les dévelop-

pements réels des économies nationales qui se sont spécialisées.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre se focalisa sur la production textile et profita de plus en plus de la Révolution industrielle tandis que la production de vin ne nécessitant pas de machines, le Portugal n'entreprit rien pour développer des innovations technologiques. L'Angleterre est devenue une nation industrielle et le Portugal resta pris dans le «piège de la spécialisation.» Ce qui était vrai pour le Portugal de l'époque était et demeure vrai pour de nombreux pays du tiers monde, hier et aujourd'hui ... Et voilà que la révolution dévore ses propres enfants et les Etats s'étant spécialisés dans les transactions financières (en se soumettant à la domination du dollar) tout en se désindustrialisant sont actuellement au bord du gouffre.

## Souveraineté des citoyens au lieu d'un «modèle économique» douteux

Aujourd'hui encore, le «libre-échange» est le «modèle économique» préféré de ceux qui en profitent. Cependant, ce n'a jamais été l'affaire des peuples, ni l'affaire des citoyens – même si, par exemple, on tente de créer une sorte de nouvelle «fierté nationale» allemande en annonçant qu'on est le «champion du monde de l'exportation». Il n'y a rien à objecter au libre commerce des biens et des services, si cela se fait à longue échéance en respectant la durabilité et les valeurs des citoyens et au ser-

vice du bien commun. Les décisions pour de tels accords doivent cependant être prises par les populations des divers pays.

Un «modèle économique» tel que celui de l'Allemagne, dont environ la moitié de la valeur ajoutée est utilisée à l'exportation de marchandises et de services, est hautement problématique. Ce modèle d'affaire ne fonctionne qu'au détriment des autres, bientôt peut-être fortement au détriment des citoyens allemands (lorsque les soldes Target ne pourront plus être compensés). Soyons honnêtes: les hurlements effarés qu'on entend lorsque d'autres Etats planifient des mesures protectionnistes contre un commerce ruinant des domaines économiques entiers, voire des économies nationales entières, n'est ni honnête, ni juste.

Cela fait partie intégrante de la souveraineté de tout pays que les citoyens puissent fixer un cadre pour leur économie nationale. *Peter Ulrich*, professeur d'éthique économique suisse, en a fait la base de sa propre éthique économique («Integrative Wirtschaftsethik. Grundlage einer lebensdienlichen Ökonomie», 4<sup>e</sup> édition 2008; «Zivilisierte Marktwirtschaft. Eine wirtschafts-ethische Orientierung», 2010) Ce droit appartient à tout pays – et si un pays choisit de protéger son économie nationale par des «mesures protectionnistes», c'est son bon droit – aussi longtemps qu'il n'aspire pas à nouveau à ériger une prédominance ... comme l'Angleterre au XVII<sup>e</sup> siècle.

## «En Allemagne, menace de guerre ...»

suite de la page 1

*trade.*» (Article XII: Restrictions to Safeguard the Balance of Payments 3a)

«[...] N'importe quelle partie contractante, pour sauvegarder sa situation financière externe et sa balance des paiements, peut limiter la quantité ou la valeur de marchandises autorisées à l'importation [...]. En mettant en œuvre leurs politiques intérieures, les parties contractantes s'engagent à dûment respecter le besoin de maintenir ou reconstruire l'équilibre dans leur balance des paiements sur une base saine et durable et à rechercher d'éviter une utilisation non rentable des ressources productives. Ils reconnaissent que, pour atteindre ces objectifs, il faut autant que possible adopter des mesures qui étendent plutôt qu'elles ne réduisent le commerce international.»

Selon la Convention, l'Allemagne devrait entreprendre ses propres mesures afin d'établir une compensation commerciale. Il s'agirait par là avant tout de mesures d'encouragement à l'importation de marchandises étrangères, car cela renforce les échanges et ne les freine pas. Il faut en outre remarquer que c'est une clause du contrat signé par l'Allemagne, dont l'observance est toujours

strictement applicable à d'autres pays et aux Etats-Unis.

Au sujet des réactions du gouvernement allemand ainsi que de la majeure partie de la presse allemande, elles ne sont nullement justifiées. *Frank-Walter Steinmeier*, ministre des Affaires étrangères qui, après l'adresse de Trump à l'Allemagne, réclame que l'on observe les conventions internationales, aurait dû mieux s'informer avant de faire d'arrogantes déclarations: «Nous partons du principe qu'à l'avenir, notre partenaire américain s'en tienne lui aussi aux obligations du droit international et aux règlements de l'OMC.»

Ce dont l'Allemagne ne s'est pas pré-occupée jusqu'à présent, c'est que jusqu'à maintenant l'OMC n'avait ni appréhendé, ni sanctionné la politique de dumping salarial menée à l'abri du mur de protection de l'union monétaire. Mais comme toujours lors de questions juridiques, c'est peut-être le plaignant qui manquait.

Cependant s'ajoutent à cela les prescriptions de l'accord antidumping de l'OMC concernant uniquement la vente de marchandises ou les frais résultant des coûts de fabrication, qui en Allemagne ne sont pas

# 500 ans de Réforme ou bien quand les élites ignorent le peuple

Discours du conseiller fédéral Ueli Maurer à l'occasion de la réunion de l'Albisgüetli du 20 janvier 2017 à Zurich



Ueli Maurer  
(photo admin)

Cette année, nous commémorons l'anniversaire de la Réforme qui débuta il y a 500 ans et influença le monde occidental jusqu'à aujourd'hui. C'est une époque qui changea fondamentalement le cours de l'Histoire.

La Réforme comporte de nombreux aspects variés et incroyablement passionnants. Les historiens ont rempli des bibliothèques entières à ce sujet. Mais aujourd'hui, les questions qui me fascinent avant tout sont les suivantes: comment pouvait-on en arriver là? Pourquoi une institution aussi puissante que l'Eglise romaine s'effondra-t-elle après presque 1500 ans? Pourquoi les gens se révoltèrent-ils? Un tel grand événement historique se produisit-il soudainement et à l'improviste ou bien s'annonça-t-il lentement? Et en plus: que pouvons-nous en apprendre?

Ce soir, je ne vais donc pas parler des conséquences de la Réforme mais de ses causes. En considérant les tenants et aboutissants et en retraçant les grandes lignes, je pense que nous parviendrons à des conclusions intéressantes. Peut-être, vous ressentirez la même chose que moi: de nombreuses choses nous semblent étrangères, et d'autres étrangement familières et actuelles...

## I. Comment en est-on arrivé à la Réforme – événement précurseur: le Concile de Constance

D'abord: Ne plongeons pas notre regard en arrière pour 500, mais pour 600 ans. Ainsi nous obtenons une meilleure vue d'ensemble. A l'époque, de 1414 à 1418, le Concile de Constance eut lieu. Tous les dirigeants importants des églises et de nombreux princes séculiers se rassemblèrent pour délibérer. Toutes les personnalités éminentes se rencontrèrent au bord du lac de Constance. Aujourd'hui, nous dirions: l'élite internationale se rassemble pour une rencontre au sommet.

L'ordre du jour de Constance fut surprenant: l'un des sujets les plus importants était une réforme de l'Eglise. Réellement, cent ans avant la Réforme!

La raison pour cela était Jan Hus, un prédicateur de la Bohême. Au cours des années précédentes, il avait regroupé de nombreux disciples et fit beaucoup parler de lui. Comme plus tard Luther, Zwingli, Calvin et d'autres réformateurs, il accusait la sécularisation de l'église. Selon Hus, une couche supérieure se serait formée, ne s'occupant plus du tout de la foi, mais plutôt du pouvoir, de l'argent et des carrières. Ces cercles dirigeants devaient à nouveau s'occuper davantage des petites gens et moins de leur propre bien-être.

### Toute personne critique est un hérétique

Jan Hus fut invité à Constance pour exposer sa critique. Une réforme de l'Eglise n'y fut cependant même pas discutée sérieusement. Au contraire, Jan Hus fut qualifié d'hérétique et brûlé avec à ses écrits.

Ainsi, il n'y eut pas de réformes et tous les abus que Jan Hus avait critiqués persistèrent. Ils s'aggravèrent même au cours du temps. Car quoiqu'on les dénonçait était dénié comme étant un mauvais chrétien et était puni.

### Tout se dégrade

Naturellement, de plus en plus de personnes remarquèrent que cela ne pouvait plus conti-

nuer ainsi. Le népotisme et la corruption augmentèrent continuellement. La simonie s'y ajouta, c'est-à-dire la vente de charges ecclésiastiques au plus offrant. Celui-ci pouvait récupérer son argent en exigeant des taxes et des impôts.

De grosses sommes d'argent furent transmises à Rome: au nord des Alpes les gens déploraient de devoir financer l'inefficacité du Sud et le luxe des princes et de la bureaucratie ecclésiastiques dans la lointaine Italie. Toutes éventuelles analogies concernant la redistribution dans l'Europe actuelle relèvent d'ailleurs du pur hasard...

Nous savons grâce à une lettre transmise ce qu'en pensait la Curie: avec condescendance, les populations mécontentes furent présentées comme étant des gens ringards et incultes. Qu'ils n'avaient qu'à se réjouir d'avoir la vie qu'ils avaient; leur bien-être économique était dû à l'influence fécondante de Rome. Au lieu de critiquer les gaspillages, ils feraient mieux de se montrer reconnaissants et respectueux (*Enea Silvio Piccolomini* (le futur pape *Pius II*), in: De ritu, situ, moribus et conditione Germaniae, dans les années 1450). Autrement dit: les gens ne peuvent que remercier les élites attentives de leur activité bénéfique! J'ai comme l'impression qu'aujourd'hui j'entends parfois des argumentations très semblables...

Dans la deuxième moitié du XV<sup>e</sup> siècle, le livre imprimé, inventé par Gutenberg, se

répand. Ainsi, les opinions critiques peuvent circuler plus vite et plus facilement. L'Eglise ne tarde pas de réagir. En 1487, elle ordonne que sans sa permission, plus aucun texte ne devait être imprimé. Il s'agissait, selon elle, d'empêcher que de «fausses informations» et des «dogmes nocifs» puissent être répandus. Il existait donc déjà à l'époque des «fake news»... Conclusion: peu importe le siècle, les nouveaux médias éveillent une grande nervosité au sein des élites détachées du simple peuple... C'est compréhensible, car leur pouvoir dépend essentiellement de leur possibilité de définir et d'imposer ce qui est à leur avis juste ou faux.

### Les menaces deviennent de plus en plus absurdes

Les gaspillages firent augmenter le besoin d'argent. De cette manière, le commerce des indulgences prit de l'importance.

Cela fonctionna de la manière suivante: on donna de l'argent et en récompense, on était exonéré du châtement dans l'au-delà. Plus le péché était grave, plus le prix était élevé. Le commerce était documenté par un certificat, la lettre d'indulgence.

Il existait des ecclésiastiques spécialisés dans le commerce des indulgences voyageant de ville en ville. Ils faisaient peur aux gens, les menaçaient des pires tourments du Purgatoire et leur vendaient des indulgences.

L'un d'entre eux, le prêtre dominicain *Johann Tetzel*, ancien escroc, eût tant de succès, qu'il devint célèbre. Il eut le statut d'une star, du moins auprès des autorités qui profitèrent des rentrées financières. Tetzel pratiqua un marketing poussé au moyen d'un slogan frappant: sur la dite «caisse de Tetzel» où les gens déposèrent l'argent, se trouva la peinture d'un horrible diable tyrannisant les pauvres âmes au purgatoire avec au-dessus l'inscription suivante: «Sitôt que sonne votre obole, du feu brûlant l'âme s'envole.»

Cela alla si loin qu'un voleur acheta des indulgences pour tous ses péchés futurs

Suite page 4

## «En Allemagne, menace de guerre ...» suite de la page 2

communiqués. En outre, il faudrait pouvoir s'épargner les plaintes du ministère fédéral de l'Economie, selon lesquelles l'industrie allemande orientée vers l'exportation serait de plus en plus touchée par les mesures de distorsion de la concurrence de la part d'Etats tiers ainsi que par des mesures extérieures d'antidumping injustifiées». Celui qui vit dans une maison de verre ne peut pas se comporter comme un éléphant dans un magasin de porcelaine. Car pour une économie nationale, dont la part des exportations dans le PIB s'élève à près de 50%, une guerre monétaire, y compris la dévaluation du dollar, serait en tout cas un désastre.

L'article XII du GATT n'a pas non plus été souvent invoqué parce que presque toujours, d'autres possibilités plus élégantes ont été trouvées pour maintenir dans certaines limites les pays dont les excédents demeureraient élevés. Dans les années 1980, il y a eu des accords monétaires qui ont contraint d'autres pays, sous la pression des Américains, à digérer une dévaluation du dollar et même à le soutenir activement. Dans le cas de la Chine, dont la balance des paiements courants était fortement excédentaire, on a également exercé des pressions en direction d'une réévaluation. La Chine s'est alors décidée à céder aux pressions politiques des Américains et tout a été fait pour une augmentation des salaires à l'intérieur du pays, qui a ainsi perdu de sa capacité concurrentielle.

### Les défenseurs allemands du libre-échange ...

En l'examinant plus attentivement, la critique du protectionnisme de Trump par les médias n'est pas non plus dépourvue d'une morale à deux vitesses. Et ceci, pas uniquement parce que le gouvernement Obama pratiquait déjà le même genre de politique vis-à-vis de la Chine et, en septembre 2009, instaurait une taxe de

35% sur les importations de pneus d'automobiles en provenance de l'empire du milieu. Actuellement, l'UE projette, elle aussi, une augmentation de près de 265% sur l'acier et les produits métallurgiques chinois au lieu de la taxation exercée jusqu'alors de 20% – soit plus que décuplée, donc – tout comme sur certains produits en provenance des Etats-Unis. L'argumentation en faveur du sauvetage de la sidérurgie européenne et causée par la «concurrence déloyale» semble ici tout simplement «trumpienne»: donc, une guerre commerciale ou monétaire, au travers d'une politique de dévaluation compétitive, ne peut être mise sur le compte des Américains. Il est au contraire plus facile à comprendre qu'elle résulte inévitablement de la stratégie douteuse du commerce extérieur allemand, comme Flassbeck l'a établi dans l'article mentionné ci-dessus: «Ce qu'omettent l'Allemagne et la Chine: celui qui produit des excédents durable en matière de commerce extérieur, porte en effet préjudice aux pays en déficit, puisqu'il supplante par ses produits ceux des pays déficitaires en y exportant de plus le chômage. Quand il se produit des excédents et des déficits trop importants, les bienfaits de la prospérité ne sont pas répartis de façon équitable. Le pays excédentaire gagne à tous les coups alors que le pays déficitaire perd. Cela contredit l'idée même du libre-échange et la perspective selon laquelle, dans le libre-échange, tout le monde est gagnant.»

On doit ainsi réinterpréter les discours de Trump, par lesquels il s'affiche en faveur du libre-échange, mais pas à n'importe quel prix. Le républicain a évidemment perçu que ce sont les conditions déloyales qui expliquent le succès des exportations allemandes. «J'aime le libre-échange, mais cela doit être un commerce intelligent, pour que je l'appelle correct.»

### ...n'ont pas compris ce qu'est le libre-échange

La presse et la politique allemandes réagissent par une autosatisfaction obstinée et

s'empresent comme d'habitude de défendre à l'unisson l'insoutenable position allemande. *Jan Schmidbauer* de la «Süddeutsche Zeitung» argumente de façon typique en faveur du point de vue allemand: «Que les entrepreneurs allemands sont beaucoup mieux représentés aux Etats-Unis que leurs concurrents américains en Allemagne», et ainsi, selon Schmidbauer, cela ne serait pas dû à des «conditions commerciales déloyales, mais à la haute qualité des voitures allemandes». Dans la même veine, le ministre de l'Economie *Sigmar Gabriel* pourtant compétent en matière de commerce international, sa proposition «encore plus géniale» pour une réduction du déficit des Etats-Unis: «Pour cela, les Etats-Unis doivent construire de meilleures voitures.»

Son collègue *Wolfgang Schäuble* n'est pas moins astucieux et sait que les excédents sont fondés sur la force de l'économie allemande. Et d'ajouter, afin de pousser l'absurdité à son maximum, que cette forte économie serait de plus une contribution importante pour l'Europe et une contribution de l'Union européenne pour l'économie mondiale.

En outre, dans un contexte correct du commerce international, cela ne dépend pas seulement de la qualité des produits, mais du rapport qualité-prix. Cependant, en exerçant depuis fort longtemps, à l'exemple de l'Allemagne, la pression politique sur les partenaires douaniers pour compresser les salaires, et revendiquant pour cela (selon Schäuble) la protection d'un Euro «bas» (qui reste «bas» parce que l'Allemagne avec sa réelle dévaluation affaiblit systématiquement les autres membres de l'euro-groupe), on viole les règles essentielles du commerce équitable. Des échanges équitables ne peuvent exister que si dans chaque pays les salaires augmentent en même temps que la productivité et l'inflation du pays et que les différences dans les objectifs inflationnistes sont égalisées par des dévaluations consé-

quentes et des réévaluations des monnaies nationales.

### L'Europe, le «véhicule» de l'Allemagne

Enfin, et ceci est réellement impressionnant, Trump semble aussi avoir compris (ou pressenti) que le problème du mercantilisme allemand ne concerne pas uniquement les Etats-Unis. Le dumping salarial allemand s'est avant tout exercé aux dépens des voisins européens. Ceux qui, comme l'Italie, ne trouvent d'échappatoire que dans une position excédentaire de la balance des paiements courants alors qu'ils doivent supporter un taux de chômage élevé et des années de récession économique, en important ainsi de moins en moins de marchandises. Si Trump définit l'Europe comme étant «le véhicule de l'Allemagne», il cible de façon étonnante très exactement cet aspect et ridiculise ainsi la position de Schäuble.

Après les diverses recommandations envoyées à l'Allemagne par l'administration Obama, voilà maintenant un président américain déclarant clairement et sans ambages: «Regardez la Grande-Bretagne, et regardez l'Union européenne, c'est-à-dire l'Allemagne. En fait, l'Union européenne est pour l'Allemagne le moyen de parvenir à ses fins. C'est pourquoi je trouve que la Grande-Bretagne a bien fait d'en sortir. [...] Si vous me demandez mon avis: d'autres pays s'en iront aussi.»

La réaction de la chancelière a suivi hier: «Je pense que nous Européens, nous avons notre destin à prendre entre nos mains.»

Ce qu'elle n'a à l'évidence pas encore compris ou pas voulu comprendre: il n'y a plus d'Européens. D'aucuns oseront peut-être, suite aux critiques ouvertes émises par Trump, s'exprimer au cours des semaines à venir des vérités simples sur les mauvaises raisons de la crise de l'euro et de la domination allemande.

Source: <https://makroskop.eu/2017/01/deutschland-droht-ein-waehrungskrieg/> du 18/1/17

(Traduction Horizons et débats)

## «500 ans de Réforme ...»

suite de la page 3

et s'attaqua ensuite au vendeur des indulgences.

**Au bord de l'explosion**

Un jour, le prêcheur Tetzl était en route pour le compte d'un comte surendetté. Il était accompagné par des collaborateurs de la très influente maison bancaire internationale *Fugger*, chez qui le comte était endetté. Ils prélevaient directement l'argent des gens achetant leur prétendu «salut».

Lorsque Tetzl arriva dans les environs de la ville de Wittenberg, un moine nommé *Martin Luther* afficha un document à la porte de l'Eglise. En 95 thèses, il critiqua le commerce des indulgences. Initialement, Luther ne voulut pas de division ecclésiale et hésita longuement avant de remettre en question l'autorité du pape. Il était un moine pieux, ne pouvant simplement fermer les yeux face à la situation. Mais la réaction des personnalités influentes et des puissantes promurent le conflit. Les comtes profanes et religieux, les érudits et les ecclésiastiques stigmatisèrent Luther en tant qu'hérétique. Finalement, il fut exclu de l'Eglise au moyen d'un anathème.

Ce fut le début de la Réforme, qui toucha et transforma au cours des années suivantes une grande partie de l'Europe. Grâce à Zwingli à Zurich, *Vadian* à Saint-Gall et Calvin à Genève, elle obtint une empreinte particulière, correspondant au caractère de notre pays.

**Les milieux dirigeants vivent dans une bulle**

La manière dont les puissants réagissent me fascine: on ne s'attaque pas aux abus, mais aux personnes émettant des critiques. On ne veut pas éliminer les abus, mais les voix gênantes. Ainsi, on laisse s'échapper la dernière chance pour faire des améliorations et trouver de bonnes solutions.

Cela s'avère être une évaluation erronée avec de graves conséquences: on ne réalise pas à quel point le mécontentement concernant la situation existante est déjà répandu. Dans les milieux dirigeants, on se reconforte mutuellement que dans le fond tout va très bien; qu'il n'y a rien à changer; qu'on a uniquement à faire à quelques fauteurs de troubles ou agitateurs voulant influencer une partie du peuple prétendument stupide.

En haut, on ne veut rien savoir des soucis accablant les populations d'en bas. L'élite vit dans un autre monde et parle une autre langue: C'est à prendre littéralement:

Les comtes religieux et profanes proviennent souvent des mêmes nobles familles, qui sont toutes parentées et liées dans toute l'Europe. Ils luttent les uns contre les autres ou ils s'associent dans des alliances changeantes. Le peuple est bon pour déboursier les impôts nécessaires et fournir des soldats. Il y a 500 ans, le pape faisait de la grande politique et construisait la somptueuse Cathédrale de Saint-Pierre à Rome. *Charles Quint*, d'abord roi puis empereur, règne à cette époque tant sur l'Espagne que sur l'Allemagne. Il parle le français, mais à peine l'espagnol et l'allemand. Même s'il s'était entretenu avec ses sujets, il ne les aurait pas compris. Dans l'Eglise la même chose, la langue parlée est le latin.

Rétrospectivement, il est aussi clair que l'eau de roche, que cela ne pouvait bien se passer, quand on s'obstine manifestement à ne pas prendre en compte le peuple. Mais comment est-ce aujourd'hui? La Berne fédérale a aussi sa propre langue. Je pense souvent: au niveau de la langue, il s'agit d'allemand, mais malgré tout personne ne la comprend... lisez donc une directive de l'UE. Là, on ne peut plus que secouer la tête et penser à *Goethe*: «Me voici pauvre fou maintenant et pas plus sage qu'auparavant.»

**L'allemand pour être compris**

Martin Luther et plus tard Ulrich Zwingli prêchaient en allemand. Les réformateurs imprimaient des écrits, dans lesquels ils s'adressaient au peuple en langue allemande. Tous deux éditent une nouvelle traduction de la bible. Pour cela ils utilisèrent un langage que tout le monde comprenait. C'était révolutionnaire.

«C'est un des objectifs primordiaux de la démocratie d'empêcher une telle escalade. Aussi longtemps qu'elle fonctionne et que les décisions populaires sont mises en œuvre, cela ne peut pas arriver, parce que la politique peut être corrigée en temps. Le danger grandit si les élites n'acceptent plus la volonté du peuple. Car, à long terme, on ne peut ignorer le peuple, s'il exige un changement.»

Luther dit à ce sujet: «Il ne faut pas demander aux lettrés de la langue latine comment parler l'allemand [...] mais à la mère dans la maison, aux enfants dans la rue, aux hommes sur le marché, observer comment ils parlent et ensuite traduire ce qu'ils disent, c'est ainsi qu'ils le comprendront et qu'ils réaliseront qu'on leur parle en allemand.» (Durant, Will. «Kulturgeschichte der Menschheit», vol. 18, Lausanne/Genève, non daté, p. 65)

Les réformateurs expriment ce que les petites gens ressentent. Ils leur donnent une voix. Luther agit en tant que grand créateur langagier, ayant fortement influencé notre langage écrit. Ses mots sont forts – et parfois amusants.

**II. Les conclusions qui en résultent**

Si nous considérons les grandes lignes de la Réforme, nous pouvons en tirer beaucoup d'informations. Nous voyons ce qui se passe, si les élites ignorent le peuple. Le développement se fait en trois phases:

1. *Il s'agit toujours davantage d'intérêts personnels et de pouvoir*: Au début l'élite s'engage encore pour une bonne cause et en assume la responsabilité. Dans l'église c'était notamment le travail pastoral, l'assistance, la bienfaisance, ainsi que la formation et l'art. Mais au fil du temps, elle ne s'intéresse toujours davantage plus qu'à ses propres intérêts. Et au centre de ses intérêts se trouve le maintien du pouvoir.

Le peuple s'en rend compte. La critique surgit de partout. Des signes alarmant surviennent. Il serait encore temps pour ajuster le cap. On pourrait encore résoudre les problèmes de manière raisonnée et pacifique. Pour en rester à l'exemple de la Réforme: les sermons critiques de Jan Hus aurait dû être compris comme signal d'alarme montrant que quelque chose ne jouait pas. Le Concile de Constance aurait été la grande chance de sauver la situation. Mais l'élite ignore les signaux d'alarme.

2. *Diffamation des opposants*: au lieu de se demander si la critique est justifiée, on empêche la critique. Les critiques sont transformés en hérétiques. Il n'y a pas de réformes, parce qu'il faudrait donner raison aux hérétiques.

Nous pouvons prendre un exemple zurichois de cette époque: Ulrich Zwingli nous décrit comment il l'a vécu: «Les grands et les puissants de ce monde ont commencé à proscrire et à rendre odieux Luther pour l'enseignement de Jésus-Christ qu'il don-

nait.» (Zwingli, Huldrych. *Auslegung und Begründung der Schlussreden*, 14. Juli 1523; extrait de: *Oechsli, Wilhelm*. *Quellenbuch zur Schweizer Geschichte*, Zurich 1918, p. 308). Et Zwingli de continuer que par la suite, ils ont traité tout personne mettant en question l'opinion dominante de «luthérien».

Nous connaissons cela des temps actuels: on place ceux qui dérangent dans un coin, on les range dans des tiroirs; à l'époque on les appelait luthériens, aujourd'hui ils sont populistes, rétrogrades, extrémistes, xénophobes, etc.

Ainsi, ils sont discrédités, muselés et marginalisés. On les exclut de la société des bien-pensants et on continue obstinément sur la même voie que d'habitude. Les abus sont embellis ou dissimulés.

Il est évident que la situation empire. Etant donné que toute critique est immédiatement sanctionnée, plus personne n'a le courage d'exprimer ouvertement des critiques. Et où il n'y a plus de culture de la critique, il y a davantage d'erreurs et d'abus. Cela mène au cercle vicieux.

3. *Négation de la réalité*: dans le peuple la déception, le mécontentement et la frustration augmentent. Les élites ressentent avant tout du mépris pour le peuple prétendument ingrat et stupide. Prenons encore un exemple de l'époque de la Réforme. Quand elle commença à Bâle, un clerc décrit «de l'agitation et du tumulte», provenant du «peuple ordinaire et inutile; aucun citoyen fortuné et honorable y a participé» (*Stolz Johann*. *Chronik 1520–1540*; extrait de: *Oechsli, Wilhelm*. *Quellenbuch zur Schweizer Geschichte*, Zurich 1918, p. 330).

Cette attitude négative envers les gens ordinaires est significative. La classe dirigeante se cache de plus en plus dans son propre monde, sans plus aucun lien avec la vie quotidienne de la grande majorité du peuple. Elle se sent ainsi constamment renforcée dans ses convictions.

Nous pouvons aussi nous inspirer d'exemples tirés d'autres époques. Du temps de la Révolution française, par exemple: *Marie-Antoinette*, la femme de Louis XVI, dispose d'un village rural installé dans le parc de Versailles. La noblesse y joue la vie de campagne idyllique. C'est-à-dire qu'on s'éloigne du peuple et des petites gens, on reste entre soi, on mène une vie dans un modèle idéalisé construit soi-même et selon une image idéale.

Ce qui se passe à l'extérieur n'intéresse pas et est totalement masqué. Informée que le

peuple manifeste parce qu'il manque de pain, Marie-Antoinette aurait répondu: «S'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche!» Son mari, le roi *Louis XVI*, se dérobe de la réalité en allant à la chasse presque quotidiennement. Le jour où la Révolution éclate et la Bastille est prise, il rentre de la chasse et écrit dans son journal intime: «14 juillet: rien» (Durant, Will. *Kulturgeschichte der Menschheit*, vol. 32, Lausanne/Genève non daté, p. 467)

En résumé: cette flagrante négation de la réalité par les élites est le symbole illustrant la fin de leur règne.

Dans cette phase, il y a souvent une rupture totale entre le peuple et les élites. Celles-ci s'accrochent au pouvoir de toutes leurs forces et plein de désespoir – jusqu'à ce que le mécontentement soit si grand que le peuple se révolte. A ce point-là, le risque est grand qu'il soit déjà trop tard pour réorienter la politique vers des solutions non-violentes et pacifiques.

C'est un des objectifs primordiaux de la démocratie d'empêcher une telle escalade. Aussi longtemps qu'elle fonctionne et que les décisions populaires sont mises en œuvre, cela ne peut pas arriver, parce que la politique peut être corrigée en temps. Le danger grandit si les élites n'acceptent plus la volonté du peuple. Car, à long terme, on ne peut ignorer le peuple, s'il exige un changement. *John F. Kennedy* l'a un jour résumé ainsi: «Qui-conque empêche une révolution pacifique, rend une révolution violente inévitable.» Les élites portent donc une responsabilité énorme.

**Conclusion**

Nous avons décelé à l'aide de la Réforme un déroulement en trois phases. Vous ne le trouverez pas seulement dans la Réforme; elle est juste un exemple illustratif. Vous trouverez de tels déroulements tout au long de l'Histoire. Parfois, ce processus se déroule lentement, parfois très rapidement. Parfois, il est interrompu, parce que les élites sont assez sages pour écouter le peuple et corriger à temps leur cap.

Vous pouvez vérifier ce déroulement à l'aide de petits ou grands événements. Vous le trouverez dans l'Histoire du monde comme dans l'Histoire locale. Prenez la Révolution française ou la guerre d'indépendance américaine, prenez – puisque nous sommes à Zurich – la lutte des communes rurales zurichoises contre l'hégémonie de la ville de Zurich (affaire de *Stäfa/Stäfner Handel*) ou le Putsch de Zurich (*Züriputsch*).

Et évidemment nous pouvons aussi prendre des exemples actuels. Le Brexit ou les élections présidentielles aux Etats-Unis. Et qui sait, peut-être certains entre vous trouveront aussi des parallèles avec notre pays. •

Source: [www.efl.admin.ch](http://www.efl.admin.ch) du 25/11/17

(Traduction du texte original allemand par *Horizons et débats*)

**La «fausse» opinion avant la campagne électorale****Censure en Allemagne?**

*Depuis que le peuple britannique a décidé de quitter l'UE et depuis l'élection de Donald Trump comme nouveau président des Etats-Unis allant à l'encontre de l'establishment, s'est déclaré en Allemagne un débat houleux sur ce qu'on appelle les «fake news» [fausses nouvelles] et les «tirades haineuses». Berlin va-t-elle restreindre la liberté d'expression?*

*RI*. En Allemagne, les juristes ne sont pas les seuls à constater un développement dangereux du fait que la majorité parlementaire, représentée par les deux grands partis CDU/CSU et SPD, souhaite réglementer par la loi la liberté d'expression d'une opposition grandissante – sous prétexte de lutter contre les «mensonges» et les «harcèlements».

*Michael Grosse-Brömer*, chef du groupe parlementaire de CDU/CSU, s'est exprimé de la manière suivante: «Sur le Web, il y a quantités de personnes cherchant à déstabiliser, à répandre de *fausses opinions* (sic), à manipuler. La politique doit savoir comment réagir, surtout en période électorale» (ZDF, rapport de Berlin, 18 décembre). Là,

il n'entendait pas dire que «la politique» doit entrer en un échange démocratique sur les arguments. Non, il s'agit bien d'un modèle médiatique pour préparer des activités «législatives» en vue de la campagne électorale allemande de septembre 2017. Fin décembre, la proposition du ministre allemand de l'Intérieur *Thomas de Maizière* demandant d'intégrer dans la Chancellerie fédérale une autorité de contrôle des médias, fit retentir les sonnettes d'alarme chez de nombreuses personnes. Voulait-on installer un «ministère de la vérité»?

**Accès aux sites Web**

A la fin de l'année, les débats cessèrent brusquement dans les médias allemands. Il semble bien que la proposition de mettre en place une autorité de censure n'était pas encore politiquement réalisable. Donc, on trouva une autre voie.

Des plates-formes Internet, tels Facebook ou Twitter se trouvent spécialement sous pression politique, car on leur demande d'instaurer une sorte d'autocensure, étant donné qu'ils se transforment de plus en plus

en un facteur décisif pour la formation des opinions dans le public. On leur demande donc d'éliminer les «fausses nouvelles» et les «tirades haineuses», en retirant du réseau les sites en question. Facebook a donc précipitamment décidé de se faire «volontairement» censurer par un groupe du nom *Correctiv*. De cette manière Facebook intervient massivement dans la libre formation de l'opinion. On ne sait pas si cette multinationale poursuit ainsi le même procédé que celui utilisé en Chine. Au ministère fédéral de l'Intérieur, on déclare vouloir attendre jusqu'en mars pour voir si Facebook met en œuvre sa censure de manière efficace.

**George Soros, financier d'une nouvelle censure**

Qui sont ces personnes habilitées à juger et censurer les propos de leurs compatriotes? Qui les choisit, qui les paie? Le groupe *Correctiv* chargé par Facebook est inscrit comme Sàrl. Il se compose essentiellement de journalistes et profite notamment du financement

# Nouvelles de la Berne fédérale

## Contre-projet à l'initiative «Sortons de l'impasse!»: ouverture de la procédure de consultation

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

L'échéance de trois ans pour la mise en œuvre de la gestion autonome de l'immigration fixée dans la Constitution fédérale s'est terminée le 9 février 2017. Ni le Conseil fédéral, ni le Parlement n'ont rempli cette mission constitutionnelle.

Pour mémoire: Le Conseil fédéral a, pendant presque trois ans, manqué à mener les négociations avec Bruxelles sur l'«Accord de la libre circulation des personnes» (ALCP) décidé par le peuple suisse; les deux Chambres parlementaires ont adopté, lors de la session d'hiver 2016, un projet dit de «préférence des travailleurs en Suisse, version allégée», dont Bruxelles a pris connaissance favorablement, mais ne correspondant pas du tout à la volonté des électeurs. L'acte suivant est l'initiative «Sortons de l'impasse!» demandant l'abrogation pure et simple de l'article constitutionnel sur l'immigration accepté par le peuple le 9 février 2014.<sup>1</sup> De cette manière, les auteurs de cette initiative veulent montrer à leurs concitoyens voulant rester indépendants la direction à prendre: Bruxelles, simple course!

Pour ne pas être confronté au très probable refus clair et net du peuple suisse à l'initiative «Sortons de l'impasse!» – et aussi pour tenter de dissimuler l'acte anticonstitutionnel du gouvernement et du Parlement –, le Conseil fédéral a œuvré dans l'activisme en soumettant deux propositions de contre-projet direct. Celui-ci a été soumis à la procédure de consultation le 2 février. L'une de ces options sera soumise au vote du peuple avec l'initiative «Sortons de l'impasse!». Sauf si les organisations consultées s'y opposent – ce qu'il faut vivement espérer.

Par une consultation, le Conseil fédéral demande leur avis aux gouvernements cantonaux, aux partis politiques, aux organisations faitières des communes, aux villes et aux régions de montagne, aux organisations faitières de l'économie et d'autres cercles intéressés avant de rédiger son Message aux Chambres fédérales sur un projet spécifique. D'habitude, une consultation dure entre trois et six mois afin que les parties consultées aient suffisamment de temps pour former leur opinion et le formuler par écrit.

### Cette consultation dure du 2 février au 1<sup>er</sup> mars 2017: cela nous paraît bien court!

Dans ce cas précis, la consultation commence, selon le Conseil fédéral, le 1<sup>er</sup> février 2017, alors que la lettre adressée aux organisations consultées est datée du 2 février. La période entre la réception du dossier<sup>2</sup> et la date limite

pour retourner la réponse n'est pas même de quatre semaines. Passons sur la raison avancée par le Conseil fédéral dans sa missive pour justifier cette période ultracourte – c'est un fait que ce laps de temps est extrêmement court pour élaborer une réponse sérieuse.

### Le Conseil fédéral reconnaît que le mandat constitutionnel n'est pas rempli

Comme le Conseil fédéral remarque très justement dans son «Rapport explicatif», les articles constitutionnels acceptés par le peuple et les cantons «impliquent deux missions: adapter la loi fédérale [...] sur les étrangers et renégocier les traités internationaux non conformes à ces dispositions.»<sup>3</sup> Le Conseil fédéral reconnaît ouvertement que les deux missions des électeurs n'ont pas été remplies.

Au sujet de la première mission: le Parlement a en substance uniquement rajouté une «préférence des travailleurs en Suisse, version allégée» dans la loi sur les étrangers, étant compatible avec l'Accord avec l'UE sur la libre circulation des personnes. «Cependant, en renonçant de manière générale à fixer des nombres maximaux et des contingents pour les ressortissants d'Etats membres de l'UE ou de l'AELE, cette réglementation ne met pas intégralement en œuvre l'art. 121a Cst.»<sup>4</sup> Quelle poudre aux yeux! En réalité l'article 121a n'a pas du tout été mis en œuvre.

Deuxième mission: La faiblesse et la servilité avec lesquelles le Conseil fédéral a rencontré les dirigeants de l'UE ont été décrites en détail dans *Horizons et débats*.<sup>5</sup> Le Conseil fédéral a confirmé dans son «Rapport explicatif» les nombreuses, mais infructueuses, rondes de négociations avec M. Juncker et le Comité mixte et il se termine avec une remarque pessimiste: «Après la votation au Royaume-Uni sur la sortie de l'UE (Brexit), il s'est avéré qu'il n'était guère possible de faire aboutir dans un proche avenir les négociations menées avec l'UE sur une modification de l'ALCP [accord sur la libre circulation des personnes].»<sup>6</sup> Pas étonnant que nos négociateurs n'aient pas de succès!

### L'initiative «Sortons de l'impasse!» mise au goût du Conseil fédéral

Concernant l'initiative «Sortons de l'impasse!» – qui n'est rien d'autre que le résultat d'un coup de colère d'un mauvais perdant –, le Conseil fédéral ne cache pas qu'il approuverait son acceptation, c'est-à-dire l'annulation de la «gestion de l'immigration» décidée par le peuple: «Une abrogation des art. 121a et 197, ch. 11 Cst. par le peuple et les cantons permettrait de résoudre le conflit entre

la Constitution et l'ALCP. Cependant, elle entraînerait simultanément l'annulation du mandat de gestion et de limitation de l'immigration attribué par le peuple et les cantons.» Nos «serviteurs du peuple» se croient-ils tout permis? Le Conseil fédéral se rappelle tout de même, pour des raisons «tenant au fonctionnement démocratique», qu'il serait inapproprié de revenir sur la décision du peuple et des cantons «après un laps de temps si court».<sup>7</sup> Mais il est vrai que la classe politique de la Berne fédérale pourrait plus facilement se rapprocher de l'élite bruxelloise, si elle n'était pas continuellement obligée de faire face au peuple et son envie de déterminer lui-même son sort... A cette fin, le Conseil fédéral a fabriqué un contre-projet avec deux options lui facilitant beaucoup la possibilité de «gouverner» sans contraintes.

### Contre-projet, option 1: Les accords avec l'UE sont-ils au-dessus de la Constitution fédérale?

L'article 121a resterait à première vue inchangé (al. 1–3: gérer de manière autonome l'immigration des étrangers, limitation par des plafonds et des contingents annuels, respect de la préférence nationale). Ce ne sont que les al. 4 et 5 qui sont changés et les dispositions transitoires à l'art. 197 ch. 11 Cst. sont abrogées.

L'énoncé de l'option 1:<sup>8</sup>

Art. 121a, al 4. La gestion de l'immigration doit tenir compte des accords internationaux d'une grande portée pour la position de la Suisse en Europe.

5 Abrogé

Art. 197 ch. 11 Cst. Disposition transitoire ad art. 121a (Gestion de l'immigration) Abrogé.

En clair: le Conseil fédéral veut introduire, par détours, une limitation matérielle (touchant au contenu) du droit à l'initiative populaire et en même temps relativiser la disposition constitutionnelle de l'art. 121a. La gestion autonome de l'immigration par la Suisse ne serait possible que s'il n'y a pas d'accords internationaux d'une grande portée pour la position de la Suisse en Europe» s'y opposant. Selon lui, en font tout autant partie les accords sur la libre circulation des personnes avec l'UE et l'AELE – qu'il met injustement au même niveau – que la Convention européenne des droits de l'homme et les conventions de l'ONU telles que la *Convention relative au statut des réfugiés*.<sup>9</sup> Peut-être pour que cela soit moins visible? Un

Suite page 6

### Erasmus+: participation autonome fonctionne bien et à moindre prix

Un argument des auteurs de l'initiative «Sortons de l'impasse!» est qu'avec une mise en œuvre complète de la gestion de l'immigration, la Suisse serait exclue des programmes Horizon 2020 et Erasmus+.<sup>1</sup> Comme cela a déjà été expliqué dans nos colonnes, l'exclusion temporaire de la Suisse aurait des effets secondaires bénéfiques. Car il s'est avéré que nous profiterions d'une participation autonome à ces programmes.<sup>2</sup>

La presse quotidienne a publié la décision du Conseil fédéral du 7/9/16 de prolonger la «solution transitoire», c'est-à-dire l'organisation autonome de la participation d'étudiants suisses aux projets d'échange et de mobilité de l'UE par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), jusqu'à la fin de 2017.<sup>3</sup>

Entre-temps, Berne a décidé en catimini que le SEFRI poursuivra la réglementation actuelle sous forme d'une «mise en œuvre suisse d'Erasmus+» jusqu'en 2020. Car, il semble que la Commission européenne demandait davantage d'argent que la Suisse était prête à payer.<sup>4</sup> Si la Suisse garde le contrôle sur la caisse, il restera, selon le communiqué de presse mentionné, suffisamment d'argent pour financer non seulement la «mobilité entrante (incoming)» mais aussi les «mobilités sortantes (outgoing)».<sup>5</sup> Par ces termes cryptés, on explique que la Suisse ne finance pas seulement des projets de mobilité pour des étudiants suisses dans les pays de l'UE, mais aussi pour des étudiants étrangers en Suisse – et cela comme seul pays européen.

Malgré cela, les dépenses sont moins élevées que si elles passaient par les caisses de la Commission européenne... Voici donc une piste de réflexion pour tous les Suisses s'imaginant qu'avec un rapprochement à l'UE, nous pourrions profiter davantage qu'en décidant nous-mêmes en tant qu'Etat souverain.

<sup>1</sup> Rapport explicatif, p. 8

<sup>2</sup> Espace de recherche et de formation suisse et bureaucratie européenne. In: *Horizons et débats* n° 27 du 28/11/16

<sup>3</sup> Communiqué de presse du 7/9/16. Le Conseil fédéral prolonge la solution transitoire pour la participation à Erasmus+ jusqu'à fin 2017

<sup>4</sup> Cf. «Wiler Zeitung» du 4/2/17

<sup>5</sup> Fact-sheet\_Erasmus\_fr.pdf, information du 7/2/17

### «La fausse» opinion avant ...» suite de la page 4

par une fondation proche du groupe de média allemand WAZ. En outre, la fondation Open Society du spéculateur américain et multimilliardaire George Soros contribue également au financement de Correctiv (cf. <https://correctiv.org>).

Il va de soi que cette façon de procéder va à l'encontre de tous les principes de droit démocratique et qu'il faut s'en débarrasser le plus vite possible. Le politicien allemand Wolfgang Kubicki (FDP) a parfaitement raison d'exiger davantage de juges et de procureurs pouvant poursuivre les délits tombant réellement sous le coup du droit pénal. Les premiers jugements officiels auront vite fait d'amener une diminution des délits tels que les calomnies et les insultes dans l'espace Internet actuellement caractérisé par un vide juridique.

### L'importance de l'Etat de droit

Toutes déclarations appelant à des activités illégales, insultantes ou calomniantes relèvent, également en Allemagne, du domaine de la justice et sont réglés au niveau législatif. Pour imposer ses droits, il y a les lois, les juges et les tribunaux. Tout un chacun peut se défendre, lorsqu'il est atteint dans ses droits personnels. Toutefois, le droit ne peut être imposé qu'avec les moyens de l'Etat

de droit. Ce n'est pas toujours évident, mais nécessaire.

### Se forger une opinion grâce à la liberté d'expression

Par ailleurs, le législateur allemand laisse une large place à la liberté d'expression – pour de bonnes raisons. La libre formation de son opinion est un fondement crucial de la démocratie. Celle-ci dépend à son tour de la liberté d'information, de la liberté de la presse et finalement de la liberté d'expression. Des opinions et des informations variées sont la condition pour se faire une idée personnelle sur un sujet et pour être capable de participer avec sérieux aux décisions démocratiques. La libre formation de ses opinions est un aspect fondamental de la démocratie. En Allemagne, cela résulte notamment des tristes expériences faites lors du troisième Reich.

### Les opinions «justes» et «fausses»

Les débats concernant les «fausses nouvelles» et les «tirades haineuses» sur Internet se révèlent de plus en plus comme servant d'instrument permettant d'introduire une censure étatique. Cela conduirait à l'introduction, au niveau législatif, d'opinions politiques «justes» et «fausses». Il semble évident que les opinions «justes» seraient celles défendues par l'establishment politique et les «fausses» celles qui y seraient contraires. On peut, par

exemple, s'imaginer la sortie de l'euro ou la limitation de l'immigration. Il semble que ceux ayant salué le Brexit ou ayant préféré l'élection de Donald Trump à l'élection d'Hillary Clinton défendent également une fausse opinion.

### Des médias libres sont un prérequis à la démocratie

Avec tout ce qui se passe en Allemagne, on peut se rendre compte que le désir d'influencer l'opinion publique dans un certain sens fait partie de toute démocratie vivante. Toutefois, le risque de vouloir limiter la liberté d'expression pour favoriser des intérêts de pouvoir est toujours présent. Le fait qu'un débat politique peut dégénérer en campagnes médiatiques et en propagande est connu de longue date – pas seulement depuis les élections présidentielles récentes des Etats-Unis.

Dans le passé, il s'agissait de rumeurs répandues par le biais des commerçants ou dans les bistrotts, plus tard on utilisa des tracts, les journaux, la radio et la télévision pour former l'opinion publique; aujourd'hui s'ajoute le Web. Il a toujours fallu se battre pour garantir la liberté d'expression. Les nouveaux médias offrent la possibilité de diffuser rapidement et largement des informations, des contre-positions intéressantes et permettent de former sa propre opinion. – Mais aussi de fausses nouvelles, ce qui n'est pas non plus nouveau ...

### La pensée critique et la codécision comme antidotes

Pour être capable de s'affronter objectivement à diverses opinions, il est nécessaire d'avoir une formation scolaire solide et une bonne instruction civique. L'école est de grande importance. L'apprentissage systématique du savoir, une pensée logique et une formation humaniste sont des conditions prérequis pour développer une pensée indépendante et critique.

Il est également de grande importance d'avoir des personnalités de la vie publique, capables de défendre leurs points de vue honnêtement et clairement dans l'intérêt du bien commun, même si elles sont une fois seules à les défendre. Par leurs discours vides de sens, leurs mensonges effrontés et leurs promesses vides de sens, les politiciens allemands ne sont certes pas les seuls à pousser leurs concitoyens dans l'opposition. Faire preuve d'honnêteté et garder les pieds sur terre sont de rigueur.

On ne peut sous-estimer la formation politique continue pratiquée en Suisse par des votations trimestrielles et des élections périodiques. L'esprit critique qui en découle, accompagné d'une tendance positive envers les projets politiques accorde peu de place aux idées radicales et réduit les possibilités étatiques de s'immiscer dans la vie privée. Cependant, là aussi, cela repose sur une formation scolaire solide ayant comme objectif de former des citoyennes et des citoyens conscients de leurs responsabilités. •

# La «théorie du genre» : une théorie ou bien un programme de rééducation?

par Gerlinde Höschter, Graz\*

A-t-on le droit d'être en faveur de l'émancipation de la femme et de la reconnaissance des modes de vie homosexuels tout en développant une argumentation contre l'idéologie du genre?

## La force du tabou

Dans de nombreux milieux, toute critique concernant la thématique du genre est taboue, parce que personne ne veut s'exposer au grief de la discrimination. Ainsi, même les personnes pleines de bonnes intentions se taisent, bien qu'elles n'aient rien à redire contre l'égalité des sexes, mais uniquement contre la tutelle de règles linguistiques ou la soft répression du politiquement correct. Cependant, pour résoudre les questions politiques et éthiques concernant l'égalité des sexes, la théorie du genre ne serait pas nécessaire: le droit à l'émancipation politique résulte automatiquement du concept de «citoyen», et le refus éthique de la discrimination résulte du concept de l'«être humain». L'insinuation selon laquelle ces concepts impliquent déjà des discriminations, atteste de l'ignorance des partisans de la théorie du genre, dont la confrontation à la théorie politique et à l'anthropologie n'a de nécessité que pour mieux véhiculer des représentations simplistes de l'ennemi.

Mais à quoi sert alors le «genderisme» dépourvu de valeur politique et éthique? Apporte-t-il de nouvelles connaissances ou implique-t-il un programme de rééducation politique?

## Caractéristiques de l'idéologie du genre

L'idée centrale de cette conception repose sur l'idéologie suivante: sexe biologique et rôle social des sexes sont des constructions sociales. Ainsi, on ajoute une diversité presque infinie de genres à la compréhension classique de l'homme et de la femme, qu'il s'agisse de l'orientation hétérosexuelle ou homosexuelle. *Facebook* différencie 58 sexes, les partisans de la théorie du genre affirment qu'il y en aurait même des milliers. Cependant, les exemples cités sont, d'un point de vue de l'analyse systémique, totalement incohérents, car c'est un choix arbitraire d'aspects anatomiques, de rôles émanant des subcultures homosexuelles ou des pratiques

\* Pseudonyme. Le nom est connu de la rédaction.

sexuelles préférentielles. Il est certes utile de mettre l'accent aussi sur les ambiguïtés possibles, car il y a des personnes auxquelles la classification homme-femme ne convient pas. Mais, de partir de ces exemples pour nier en général l'existence des sexes masculin et féminin en la présentant comme un simple effet d'une société répressive, signifie «jeter le bébé avec l'eau du bain».

Un texte-clé de *Judith Butler* intitulé «Le malaise des sexes» [«Vom Unbehagen der Geschlechter»] montre clairement qu'il ne s'agit pas tant d'une théorie, donc de chercher à connaître la réalité, mais plutôt d'une stratégie de force pour transformer la réalité. Selon Butler, l'objectif est de «subvertir et déplacer les notions naturalisées et chosifiées de l'identité des sexes qui soutiennent l'hégémonie masculine et le pouvoir hétérosexiste». (p. 59) Le «genderisme» est donc un programme politique subversif masqué comme étant une théorie ou tout simplement, une idéologie.

## Expériences humaines avec scalpel, hormones et dressage

La thèse de la construction sociale du sexe a été renforcée par les expériences sur des être humains entreprises par le médecin américain *John Money*.<sup>1</sup> Il avait pratiqué sur le jeune *Bruce Reimer* (né en 1965) – dont le pénis avait été irrémédiablement détruit pendant la circoncision – un changement de sexe sur le plan chirurgical, hormonal et psychologique: Bruce devrait se transformer en *Brenda*. Dans ses publications et lors d'interventions publiques, il a propagé le prétendu succès de sa «thérapie» et a ainsi nourri l'idée de la libre programmabilité des sexes. *Alice Schwarzer*, par exemple, s'est appuyée sur ses expériences pour prouver que le sexe n'est pas donné, mais construit. Ce n'est que beaucoup plus tard que le sort tragique de ce jeune homme a été connu. En effet, bien que l'opération ait été réalisée à l'âge de 22 mois, ce dernier a lutté dès le début pour ne pas devenir la fille programmée par Money et ses parents.<sup>2</sup> Finalement, il s'est réapproprié son identité masculine et le nom de *David*. Mais cette expérience fut traumatisante et, en 2004, il s'est suicidé. La réputation de Money en tant que sexologue et les conceptions d'une construction sociale et de la transformation

des sexes n'ont pas été affectées par cette tragédie.

## Critiques envers l'idéologie

Il faut que le «genderisme» accepte qu'on le confronte avec la question de savoir si, pour favoriser ses buts politiques – que nous allons encore analyser –, il n'ignore pas tout simplement les réalités. Le fait d'une diversité historique et culturelle des rôles sexuels est faussement interprétée comme une construction radicalement contingente. Il serait plus exact de parler d'interprétations dans lesquelles il y a d'une part l'indisponibilité du sexe et d'autre part, la liberté humaine dans le comportement à l'égard de celui-ci. Toute interprétation est définie par celui qui l'interprète. Nous existons en tant que genres et interprétons le genre dans des contextes sociaux.

Par conséquent, le sexe n'est pas créé à l'aide du langage, mais il est exprimé par le langage. Le «genderisme» est soumis à un logocentrisme naïf ou stratégique. C'est pourquoi il est obsédé par le contrôle du langage et des locuteurs. La réalité de locuteur est cependant différente de la réalité dont on parle. Par analogie, il y a une différence entre le genre auquel on pense et l'être humain sexuel qui réfléchit. Dans le «genderisme» ces deux aspects sont naïvement mis au même niveau, créant l'aliénation de son propre corps et de sa réalité.

## Les effets politiques

Les idéologies ont deux ennemis parfaits: la logique et le principe de la réalité. L'exemple de *David Reimer* et les contradictions citées devraient suffire à illustrer les lacunes et défauts de cette approche pour les ranger définitivement aux fonds du placard du surréalisme scientifique. Cependant, le contraire a lieu: l'idéologie du genre transporte cette conception insoutenable dans toutes les sphères de la vie sociale et crée une alliance fatale avec le modèle économique néolibéral. Les deux ont pour centre d'intérêt le déracinement et l'isolement des personnes. Dans cette optique, la politique familiale se transforme en politique de la destruction des familles: l'émancipation est mise au même niveau que l'activité professionnelle, l'hospitalisation et l'institutionnalisation des enfants sert à soutenir l'équilibre entre le travail et la vie privée.

L'autorité des parents en matière d'éducation est remise en question par la sexualisation précoce et la rééducation selon l'idéologie du genre dans les institutions. Les enfants y sont confrontés à des questions dont la présentation et l'importance ne correspondent en rien à leur niveau de développement. C'est absurde de demander en classe à des élèves de 15 ans de planifier des «bordels pour tous».<sup>3</sup>

## La famille dans le collimateur

Un des points d'attaque essentiel semble être la famille. Du point de vue anthropologique, il s'agit d'une communauté, définie par l'amour érotique entre un homme et une femme et des liens de parenté entre les générations. Elle est davantage qu'un simple lieu de reproduction biologique, c'est un symbole de la vie humaine dans la souffrance et la passion à travers tous les temps. Les individus existent grâce aux familles. La familiarité est donc – également pour les homosexuels et les transsexuels – un mode d'existence non dénonçable. Même si je romps avec mes parents – pour de bonnes raisons – mon existence est toujours définie par mon destin d'être leur enfant. Le sexe d'une personne renvoie à une dimension relationnelle profonde: il met en relief la polarité masculine et la polarité féminine, il engendre la progéniture et correspond à l'avenir. Les milliers de genres sociaux atomisent la communauté humaine reliée par des liens parentaux et créent des particules de genres errantes et scintillantes de par le monde, sans ascendance, sans descendance, sans avenir. Pour la sociologie des genres la famille n'est plus qu'un agrégat social, une agglutination d'égos remplissant l'un avec l'autre des fonctions pouvant tout aussi bien être assumées par d'autres porteurs de cette fonction à n'importe quel autre moment. Ainsi, la famille perd toute résistance contre l'accès des intérêts politiques et économiques et les individus perdent un espace protégé de l'enracinement privé. •

<sup>1</sup> Perthes et al. (Ed.). *Menschenversuche*. Frankfurt 2008. p. 162s.

<sup>2</sup> Zastrow, Volker. «Gender Mainstreaming». *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 7/9/06

<sup>3</sup> Weber, Chr.: «Was Sie noch nie über Sex wissen wollten». *Süddeutsche Zeitung* du 24/4/14

## «Nouvelles de la Berne fédérale»

suite de la page 5

tel mix d'accords librement conclus et résiliables (ALCP entre la Suisse et l'UE) avec le droit international contraignant (Conventions relative au statut des réfugiés) n'est pas admissible du point de vue du droit public. Nous citoyens, nous prendrons garde à ne pas consentir à une telle pochette surprise, dans laquelle nos «représentants» à Berne peuvent tout placer au gré de leurs envies ou bien de ce qui leur semble opportun pour invalider une initiative populaire ou déclasser le droit constitutionnel.

## En 2014, le souverain a décidé exactement le contraire de l'option 1

Art. 121a (al. 1–3: gérer de manière autonome l'immigration des étrangers, limitation par des plafonds et des contingents annuels, respect de la préférence nationale).

4 Aucun traité international contraire au présent article ne sera conclu.

5 La loi règle les modalités.

Art. 197 ch. 11. Disposition transitoire ad art. 121a (Gestion de l'immigration)

1 Les traités internationaux contraaires à l'art. 121a doivent être renégociés et adaptés dans un délai de trois ans à compter de l'acceptation dudit article par le peuple et les cantons.

2 [...]

En 2014, les électeurs désiraient pouvoir gérer l'afflux sans précédent de migrants venant des pays de l'UE – suite aux Accords bilatéraux I – à l'aide de contingents et de limitations par des plafonds, par exemple dans des branches ou des régions spécialement concer-

nées. A cette fin, il faudrait justement renégocier l'ALCP que le Conseil fédéral veut placer – avec son option 1 – au-dessus des dispositions actuelles de l'article 121a. Car, en ce qui concerne l'immigration des pays non membres de l'UE et de l'AELE, la Suisse est libre de la gérer à sa manière – sans qu'une nouvelle disposition constitutionnelle soit nécessaire.

## Domination par l'exécutif plutôt que par le peuple et le Parlement?

Dans les dispositions que le Conseil fédéral veut éliminer de la Constitution, il y a l'alinéa 5 de l'article 121a qui ne lui semble plus nécessaire, suite à son option 1. C'est-à-dire qu'à son avis, il n'est pas nécessaire de légiférer, ou autrement dit: le Conseil fédéral pourrait décider lui-même, sans risquer être soumis à des contraintes par le Parlement ou un référendum, quels accords avec des Etats étrangers sont à son avis «d'une grande portée pour la position de la Suisse en Europe». C'est pourquoi la disposition transitoire de l'art. 197 est obsolète pour lui: il n'y a plus rien à négocier puisque l'ALCP et les autres accords sont sacro-saints et qu'il n'existe plus de délai de trois ans devant être respecté par le Conseil fédéral.

A présent, l'objectif poursuivi avec le contre-projet se concrétise: le renforcement, compatible avec l'UE, de la domination de l'exécutif, lié à l'affaiblissement de la démocratie directe. Comme nous l'avons déjà relevé dans le passé: ces deux modèles étatiques sont comme l'eau et le feu – donc inconciliables.

## Contre-projet option 2: Renvoi aux calendes grecques

Cette option est rapidement expliquée. L'article 121a Cst. reste inchangé, mais les dispo-

sitions transitoires, avec le délai de trois ans pour les renégociations et l'adaptation des accords, seraient abrogées. Le Conseil fédéral et le Parlement pourraient remettre jusqu'à la Saint-Glinglin la réglementation de l'immigration: «Cette solution vise à renoncer aux délais de mise en œuvre tout en maintenant le mandat consistant à adopter des mesures supplémentaires en vue de l'application de l'art. 121a Cst., si la situation concernant l'ALCP devait changer au sein de l'UE.»<sup>10</sup> Donc, selon les envies et les désirs de la Berne fédérale. Là aussi, ce sont la démocratie directe et nous citoyens qui trinquons.

## Proposition: option 3 avec prolongation du délai et clause de sauvegarde

Une variante ayant une chance de passer en votation serait la prolongation du délai de mise en œuvre pour un certain laps de temps, afin que la Suisse puisse, par exemple, participer au processus de la réglementation de l'immigration entre la Grande-Bretagne et l'UE. Nous ne pouvons cependant pas attendre jusqu'à ce que les institutions de l'UE offrent leur aide pour un amendement de l'ALCP. C'est pourquoi la Suisse doit entre-temps introduire une clause de sauvegarde, comme cela a déjà été discuté et même recommandé par des politiciens de l'UE.

Formulation provisoire (à améliorer):

Art. 121a Cst., al. 1–4 inchangés

5 Tant que l'adaptation de l'Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE n'est pas négociée, la Suisse introduit une clause de protection unilatérale avec des plafonds, des contingents et une préférence nationale. La clause de protection peut se limiter à certaines branches ou régions.

6 La loi règle les modalités.

Art. 197 ch. 11 Cst. Disposition transitoire

1 Les traités internationaux contraires à l'art. 121a doivent être renégociés et adaptés dans un délai de trois/cinq ans à compter de l'acceptation du contre-projet option 3 par le peuple et les cantons.  
2 abrogé

Plusieurs Etats membres de l'UE se joindront à la Grande-Bretagne et la Suisse et voudront à l'avenir gérer eux-mêmes leur immigration – et peut-être également d'autres domaines. Pourquoi pas? Un ensemble de peuples, pouvant être maintenu comme tel uniquement à l'aide de contraintes et de pressions, n'est pas inséparable. Ce n'est qu'avec des alliés volontaires qu'on peut déplacer des montagnes. •

<sup>1</sup> cf. «Ne sacrifions pas l'Etat de droit suisse et la démocratie à la folie de l'intégration à l'UE». In: *Horizons et débats* no 1 du 9/1/17

<sup>2</sup> Ouverture de la procédure de consultation: DFJP. Contre-projet direct à l'initiative populaire «Sortons de l'impasse! Renonçons à rétablir des contingents d'immigration». [www.admin.ch/ch/ff/gg/pc/pendent.html#DFJP](http://www.admin.ch/ch/ff/gg/pc/pendent.html#DFJP)

<sup>3</sup> Rapport explicatif concernant le contre-projet direct du Conseil fédéral à l'initiative populaire «Sortons de l'impasse! Renonçons à rétablir des contingents d'immigration» du 1er février 2017 [cité par la suite: Rapport explicatif], p. 9

<sup>4</sup> Rapport explicatif, p. 10

<sup>5</sup> cf. «Ne sacrifions pas l'Etat de droit suisse et la démocratie à la folie de l'intégration à l'UE». In: *Horizons et débats* n° 1 du 9/1/17

<sup>6</sup> Rapport explicatif, p. 11

<sup>7</sup> Rapport explicatif, p. 13

<sup>8</sup> Rapport explicatif, p. 14/15

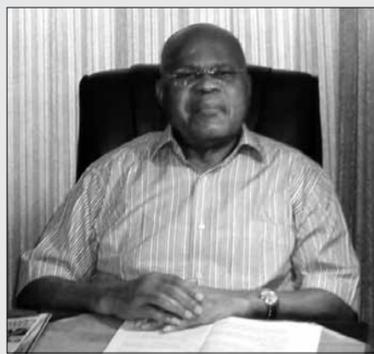
<sup>9</sup> Rapport explicatif, p. 15

<sup>10</sup> Rapport explicatif, p. 16

## «Le baobab est tombé!»

### Notice nécrologique pour Etienne Tshisekedi, homme politique congolais

par Peter Kùpfer



Avec Etienne Tshisekedi, les Congolais déplorent la perte d'un personnage symbolisant la lutte non armée pour un Congo démocratique.

«Le baobab déraciné» – c'est ainsi ou en tournures semblables que les éminents représentants de l'opposition démocratiques du Congo décrivent la mort subite d'Etienne Tshisekedi les ayant profondément affectés. Le caroubier africain est considéré comme un arbre extrêmement fort et résistant.

Ce guide très connu de l'opposition en République démocratique du Congo (anciennement Zaïre), fondateur de l'Union populaire pour la démocratie et le progrès social (UDPS) – longtemps le seul parti d'opposition à côté du Mouvement populaire de la Révolution (MPR) étant le parti unique de Mobutu –, est décédé à Bruxelles le 1<sup>er</sup> février 2017 à la suite d'une embolie pulmonaire. Récemment, Tshisekedi avait déjà passé deux ans dans la capitale belge pour des raisons de santé. Il dut interrompre son séjour pour rentrer à Kinshasa et participer aux négociations pour un accord entre le gouvernement et l'opposition suite aux troubles provoqués par la prolongation illégitime et anti-constitutionnelle du mandat réitéré du

président Joseph Kabila. Fin janvier, Tshisekedi est retourné à Bruxelles pour se soumettre à un nouvel examen médical. Il y est décédé dans la nuit du mercredi 1<sup>er</sup> février 2017.

#### Proche de Lumumba

Tshisekedi, né dans le Kasaï en 1934, fut un des personnages politiques congolais de la première heure. En tant que premier diplômé universitaire congolais en droit, Etienne Tshisekedi appartenait au groupe des jeunes intellectuels patriotiques autour de Patrice Lumumba. Après son coup d'Etat de 1965, Mobutu fit de Tshisekedi – à l'époque, directeur de la Haute Ecole des fonctionnaires étatiques congolais ENDA (1961–1965) – son ministre de l'Intérieur qui participa largement à l'élaboration de la Constitution congolaise. Ce fut encore Tshisekedi qui rédigea en 1967 les statuts de l'organisation mobutiste Mouvement populaire de la révolution (MPR), permettant à l'époque encore l'existence d'un parti d'opposition. Ce ne fut que plus tard que Mobutu transforma le MPR en un parti unique à caractère totalitaire et se désigna lui-même président-dictateur à vie. Suite à cette «trahison» de Mobutu, Tshisekedi fut de plus en plus marginalisé et systématiquement démis de toutes ses fonctions gouvernementales. En 1980, face à l'apparente gestion catastrophique de Mobutu Sese Seko, Tshisekedi adressa, avec le soutien de 13 autres opposants courageux, une lettre ouverte à Mobutu, dans laquelle il dénonça ouvertement les traits totalitaires de son régime et les dégâts en découlant. Cette action engendra la création de l'UPDS demeurant aujourd'hui encore le parti d'opposition le plus respecté du Congo.

#### Aliénation face à Mobutu

Cette lettre ouverte est restée le premier document mémorable d'un mouvement s'opposant ouvertement à la dictature de Mobutu. Elle démontre à l'aide de chiffres impressionnants à quel point Mobutu – poussé par son avidité et ses aspirations à l'omnipotence – abusa de la confiance des Congolais qu'il avait su gagner au cours des premières années de son régime. Les 13 signataires furent aussitôt arrêtés et punis, certains, y compris Tshisekedi, furent soumis à la justice arbitraire de Mobutu incluant des violences physiques et la torture. Dû à l'immense mécontentement de la population contre le régime Mobutu, Tshisekedi disposa d'une certaine marge de manœuvre. Dans la phase terminale du régime chancelant de Mobutu, Tshisekedi fut appelé à plusieurs reprises au poste de Premier ministre – parfois seulement pour quelques semaines, voire quelques jours.

Les deux guerres sanglantes qui s'enchaînèrent suite à la destitution de Mobutu mirent une fois de plus le pays à sang et à feu et lui imposèrent une domination téléguinée de l'Ouganda et du Rwanda, eux-mêmes soumis à la puissance tutelle des Etats-Unis. Tshisekedi se tint à l'écart de ces intrigues politiques et se borna à analyser les deux gouvernements Kabila qui se succédèrent (Laurent Désiré Kabila 1997–2001 et Joseph Kabila) à l'aune des principes d'une véritable démocratie. Tant la prise de pouvoir par Laurent Désiré Kabila que les élections prétendument «démocratiques» de son successeur Joseph Kabila – un pion rwandais au Congo – ne répondirent aucunement à ces critères et provoquèrent de larges protestations. Par conséquent, Tshisekedi n'accepta ni la légitimité de

Laurent Désiré Kabila ni celle de son successeur Joseph Kabila. Bien au contraire: Tshisekedi se désigna lui-même président légitime ayant atteint, selon les scores officiels, le deuxième meilleur résultat.

#### Incorruptible et fidèle à la démocratie

Le grand respect et la reconnaissance dont jouissait Etienne Tshisekedi étaient le résultat de son engagement inlassable, depuis les années 1970, en faveur du peuple congolais. Il était convaincu que les Congolais étaient mûrs pour la démocratie et qu'ils ne méritaient pas d'être constamment soumis à une camarilla les privant des fruits de leur labeur. Ainsi, les angoisses de la nomenklatura congolaise au pouvoir à Kinshasa ne sont pas étonnantes, car les obsèques de «papa Tshisekedi» (comme ses sympathisants l'appelaient) pourraient déclencher de nouveaux troubles politiques dans cet immense pays.

Pour que le calme se réinstalle parmi les dirigeants et les populations, il faut qu'au minimum deux conditions soient remplies. Premièrement, que les Congolais parviennent à une véritable paix basée sur l'entente, la justice et la compréhension sur la totalité de ses territoires – sans oublier sa partie orientale, où des groupes de bandits armés et protégés venant des Etats limitrophes exploitent illégalement les immenses ressources naturelles en prenant les populations civiles en otages. Deuxièmement, que puissent avoir lieu des élections réellement démocratiques sous surveillance internationale pour élire un gouvernement de la République démocratique du Congo digne de ce nom. Chaque jour passé à attendre ne fait qu'agrandir la tragédie congolaise.

## Il faut préparer les réfugiés à reconstruire leur pays

par Roland Hureaux, essayiste, France\*



Roland Hureaux  
(photo mad)

On sait combien il est difficile au gouvernement français de faire admettre aux maires et aux populations l'installation de migrants venus de la «jungle» de Calais d'autant plus qu'on ne sait à quoi les occuper. Hollande a promis à Angela Merkel d'accueillir 28 000 réfugiés arrivés en Allemagne et beaucoup se trouvent sur le territoire dans des conditions plus ou moins régulières.

Nous parlons ici des migrants de Syrie, mais aussi d'Irak ou d'Afghanistan qui ont droit au statut de réfugié.

Un réfugié, en principe, n'est pas parti de son plein gré. Il souhaite, peut-on supposer, rentrer dans son pays dès que les conditions le permettront.

#### Ramener au plus vite la paix

La première chose à faire pour régler le problème des réfugiés est donc de ramener la paix dans les pays en guerre.

Faut-il rappeler que ce n'était évidemment pas la priorité des dirigeants occidentaux au cours des dernières semaines? Nous savons maintenant que des militaires américains, français, anglais ou venus de pays de la région, encadraient les djihadistes d'Al Nosra (Al Qaida) résistant dans Alep-Est à la reconquête du quartier par les troupes gouvernementales. Comme personne n'espérait, ni ne souhaitait d'ailleurs, que les djihadistes prennent le pouvoir à Damas, il faut appeler la chose par son nom: l'action des dirigeants occidentaux tendait, tend peut-être toujours, à prolonger la guerre, pour mettre en difficulté la Russie mais aussi par refus de reconnaître un immense échec idéologique.

Même si la prise d'Alep Est constitue un pas important vers la reprise du contrôle total du territoire syrien par l'autorité légitime, il reste de nombreuses poches de résistance djihadistes dans le pays, dont celle de Deir-es-Zor où l'intervention de l'armée américaine a permis à Daech de reconquérir le terrain perdu. Ne rien faire qui empêche que ces poches soient rapidement réduites est, comme le rappelait récemment Jean-Luc Mélenchon, le seul moyen d'accélérer le retour à la paix.

En Irak, les rôles sont renversés puisque les Américains aident Daech en Syrie, les combattent en Irak. Ils ne semblent pas pour autant pressés de reprendre Mossoul. Peut-être cela changera-t-il avec Donald Trump?

#### Lever les sanctions

Aussi urgente que le retour de la paix est la levée des sanctions internationales, en particulier celles de l'Union européenne, qui frappent la Syrie. Sanctions inutiles: elles visaient à faire plier le régime et n'y sont pas arrivées. Sanctions inhumaines: comme toujours, ce ne sont pas les hiérarques du

régime mais les populations qui souffrent de l'embargo: il frappe non seulement les produits de première nécessité, en particulier alimentaires, mais aussi les produits pharmaceutiques nécessaires pour soigner les enfants affaiblis par les privations ou les blessés de guerre. Il a terriblement ralenti l'économie syrienne. Plus encore que la guerre elle-même, qui touche moins depuis quelque temps les régions les plus peuplées (en dehors d'Alep), ce sont les sanctions qui sont la cause de l'exode de près d'un million de Syriens vers l'Europe. La normalisation du pays passe par la levée rapide de ces sanctions. La mécanique implacable de Bruxelles dont est victime le peuple syrien saura-t-elle se faire souple et humaine? Il faut l'espérer.

La levée des sanctions permettra la reprise des liaisons aériennes entre Damas et l'Europe. Les nombreux réfugiés se trouvant en Allemagne ou ailleurs et qui ont aujourd'hui le mal du pays rentreront dès que seront organisés des vols à bon marché. C'est en particulier le cas des lycéens de Damas et de sa région, partis en masse sur un mouvement d'empoiement collectif, et dont beaucoup, se sentant de plus en plus mal accueillis, souhaitent revoir leur famille.

#### Préparer le retour au pays

Enfin, les destructions de guerre ont été considérables. Beaucoup de villes et de villages de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan sont à reconstruire. Il y faudra des chefs d'entreprises, des architectes, des contremaîtres, des maçons. Il y faudra des crédits internationaux pour un chantier qui devrait durer au moins dix ans. Qu'attendent les gouvernements occidentaux pour faire suivre une formation professionnelle aux réfugiés se trouvant en Europe sans rien faire et qui pourront ainsi reconstruire leur pays?

En France un organisme comme l'AFPA [Association nationale pour la formation professionnelle des adultes] a une solide expérience de formation aux métiers du bâtiment. L'Union européenne a été jusqu'ici particulièrement inhumaine, les Etats qui la composent ayant armé les djihadistes et elle-même ayant imposé des sanctions très cruelles au peuple de Syrie: elle doit maintenant se rattraper et faire preuve de générosité, en envisageant par exemple un vaste plan Marshall pour le Proche-Orient et l'Afghanistan. C'est le moins que nous leur devions.

Source: LibertéPolitique.com, 1<sup>er</sup> février 2017

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier  
Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch  
CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX  
Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros  
ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

\* Roland Hureaux, né en 1948, est ancien élève des grandes écoles françaises ENS (Ecole Normale Supérieure) et ENA (Ecole Nationale d'Administration). Il est agrégé d'histoire et bénéficie d'une grande expérience à la fois administrative, universitaire et politique. Dans les années 90, il a été président de l'Assemblée nationale et membre de différents cabinets ministériels. Au cours des 20 dernières années, il a – outre son activité politique dans les groupes souverainistes et gaulistes – publié une douzaine de livres et un grand nombre d'articles, d'essais et d'analyses sur les questions politiques et de société. Son dernier ouvrage, paru en janvier 2017, est intitulé «D'une crise à l'autre».

# «L'entraînement en altitude ne sert à rien» – tu penses!

## La dévalorisation de l'entraînement en altitude: un pétard mouillé

par Heini Hofmann

On le sait: l'esprit missionnaire peut séduire les institutions cupides de donations, à présenter les choses en forçant sur l'apitoiement pour faire arriver un flot d'argent dans la tirelire. En science, il arrive parfois quelque chose de similaire. Un tel cas, concernant l'entraînement en altitude aurait pu avoir des conséquences fatidiques pour l'Engadine, lieu numéro un de l'Europe des centres d'entraînement en altitude.

De nos jours, la recherche scientifique dépend avant tout de l'argent. En convoitant de l'argent pour la recherche, même des milieux universitaires bien nobles claironnent partout des «résultats de recherche» trop embryonnaires. Heureusement, il s'agit de cas sporadiques.

### Transformation de l'hypothèse en thèse

En recherche, on travaille avec des hypothèses. Puis, on explore si les choses sont vraiment telles qu'elles avaient été supposées, ou bien si elles sont quand-même différentes. Le résultat d'une telle investigation sera une thèse. Il fut auparavant usuel de s'adresser au public avec la thèse, donc avec le résultat confirmé par la recherche, et non pas avant, pour ne pas prêter à confusion.

Aujourd'hui, de plus en plus souvent, il arrive que l'on rompt les rangs en claironnant l'hypothèse, mu par la course aux fonds de recherche, parfois même pour se bien positionner dans les médias. De mauvaises langues parlent alors de battage médiatique.

Et que font la plupart des journalistes? Ils font de l'hypothèse une thèse, car ils doivent vendre une story succulente. L'hypothèse, qu'elle soit juste ou fautive, est ainsi enracinée dans le public comme une vérité.

Un tel cas est survenu à l'Université de Zurich lorsqu'un chercheur porta bruyamment à la connaissance du public une étude jusqu'à présent non publiée mais déjà invalidée par d'autres scientifiques pendant la procédure de contrôle. En plus, il a justement choisi pour sa publication le magazine d'information de l'Université et a provoqué dans le public une grande incertitude et un malaise important.

### «L'entraînement en altitude ne sert à rien»

Ce jugement dévastateur contre une doctrine sacro-sainte figurait comme titre d'un article de la publication universitaire *magazin*. Le chercheur concerné soulignait, en affirmant son immense plaisir de faire descendre de son piédestal une doctrine primordiale de la physiologie du sport, que «notre étude est tout simplement meilleure que les autres». Il lança une attaque contre le principe «vivre en haut, s'entraîner en bas», avec lequel les athlètes de pointe arrivent, depuis plus de dix ans, à améliorer leur performance de quelques pourcents.

### L'objectif détermine la méthode

Malgré la tempête dans un verre d'eau, la consigne en vigueur reste valide: la méthode originaire de l'entraînement en altitude était «dormir en haut, s'entraîner en haut» (live high – train high, LHTH). Il sert à la préparation pour des compétitions en altitude. Hormis cela, il existe l'entraînement à l'hypoxie à l'aide du «dormir en bas, s'entraîner en haut» (live low – train high, LLTH). Ainsi, on améliore le rendement en anaérobic.

La plus récente variante de l'entraînement en altitude est «dormir en haut, s'entraîner en bas» (live high – train low, LHTL). Selon Peter Wehrin, chef de la physiologie du sport, spécialiste pour l'endurance à la Haute Ecole fédérale de sport de Macolin, cette variante de l'entraînement en altitude a fait ses preuves chez des athlètes d'élite spécialistes d'endurance, pour la préparation de compétitions en plaine. Elle s'est avérée avantageuse par rapport au «dormir en haut, s'entraîner en haut», mais également par rapport à l'entraînement en plaine.



Les chevaux de course sont aussi des sportifs et profitent de l'entraînement en altitude. Ils l'ont même initié. (Illustration du livre «Mythos St. Moritz»)

A savoir que le champion d'Europe en marathon, Victor Röthlin, habitué à faire son entraînement en altitude «vivre en haut (Muottas Muragl), s'entraîner en bas (St. Moritz)» («live high – train low»), disait, de son propre expérience: «Après trois semaines de retour en plaine, je m'envole littéralement.» Confronté à ce témoignage, le chercheur mentionné ci-dessus répondit qu'il considérait l'effet positif ressenti par des athlètes de pointe comme un effet placebo, donc simplement imaginaire.

Selon lui, l'altitude serait un placebo, donc une substance inefficace, une apparence de médicament, appliqué à des patients (ici: des sportifs) pour répondre à un besoin imaginé. Une thèse osée, qui aurait pu avoir des conséquences catastrophiques pour l'eldorado de l'entraînement en altitude qu'est l'Engadine. Confronté à un tel désenchantement, le fameux médecin Paracelse, répondrait très vulgairement, comme il le faisait à l'époque: «Fainéants de professeurs... docteurs mortsvivants nullissimes qui creusent dans les livres des anciens comme un cochon dans l'auge!»

### Un pétard mouillé à la place d'une fusée éclairante

Ce négationniste de l'entraînement en altitude a même conseillé à *Swiss Olympic* de mieux faire, et «d'engager davantage de psychologues». Car «tant que les athlètes croient que l'entraînement en altitude sert à quelque chose, ils continueront de le faire». Il a ainsi obtenu quelque chose: l'intérêt des médias, bien que son étude n'était qu'une sur cinquante, qui portaient d'ailleurs toutes sur la conclusion contraire. Car la presse jaune se rue sur des chercheurs universitaires guerroyant entre eux. Mais telle demande, telle réponse. En science aussi, la révolution

dévore ses enfants. La supposée fusée éclairante se révéla être un simple pétard mouillé.

Car d'autres chercheurs, dans le processus de contrôle, ont sévèrement critiqué cette étude: le rendement n'aurait pas été mesuré au meilleur moment, la précision des mesures aurait été défailante, une interpolation d'altitude artificielle en altitude naturelle aurait été faite sans esprit critique, l'essai à blanc («blinding») n'aurait pas été conduit légitime, en plus, le «blinding» serait un non sens dans des études sur l'entraînement en altitude. Résultat: n'a de vérité que ce qui était valide avant les études. Et finalement, ce sont les athlètes eux-mêmes qui décident. Pour eux c'est l'expérience personnelle qui compte – et elle est positive.

### Les dégâts demeurent

On se souvient d'un cas similaire qui concernait, il y a quelques années, la caséification de lait cru à l'alpage. A l'époque c'était un professeur de l'EPFZ qui s'agitait dans les médias. On mentionnait un danger pour la vie. La plupart des médias se livraient une surenchère et peignaient le diable sur la muraille de sorte que le Conseil fédéral se vit forcé à nommer une commission spéciale. Cette dernière se réunit et conclut que des mesures immédiates n'étaient pas nécessaires.

Ceci veut dire, clairement parlant, que ces académiciens ne faisaient que s'agiter et se pavaner. Ce qui est piquant dans des histoires pareilles: nulle part, on ne trouve des rectifications, dans le cas de l'entraînement en altitude non plus. Les dégâts restent, et personne n'en assume la responsabilité. Mentionnons toutefois qu'il s'agit de cas uniques, pouvant cependant mettre en doute aussi des recherches qui, dans la grande majorité, sont sérieuses.

(Traduction *Horizons et débats*)



Entraînement en vélo le long du lac de St. Moritz – Arène naturelle avec une coulisse montagneuse unique. (Illustration du livre Hofmann, Heini. Mythos St. Moritz. Sauerwasser-Gebirgssonnen-Höhenklima 2014. ISBN 978-3-907067-44-4)

### Des chevaux de course comme moment déclencheur

Il est intéressant que ce n'étaient pas les athlètes à deux jambes, mais les animaux à quatre jambes qui ouvrirent l'époque sportive de l'entraînement en altitude. Après le mauvais résultat de la délégation de la Suisse aux Jeux olympiques d'hiver de 1964 à Innsbruck et soucieux au vu des Jeux olympiques d'été de 1968 au Mexique à plus de 2000 m d'altitude, on chercha de nouvelles méthodes d'entraînement.

L'idée de génie vint de St. Moritz, car dans les années 1920, on avait fait une observation intéressante chez des chevaux de course (trotteurs et galopeurs): Pour la course internationale de chevaux sur le lac gelé, ils venaient à St. Moritz habituellement un mois auparavant pour l'entraînement et après, aux grandes courses de printemps dans les différentes capitales européennes, ils atteignaient les premiers rangs. Ceci constituait les premiers entraînements en altitude pour préparer des compétitions en plaine!

Le chef de l'Institut de recherche de Macolin de cette époque, le Prof. Gottfried Schönholzer, se voua à ce phénomène. Car ce qui était bon pour l'entraînement de chevaux, pouvait avoir du succès également chez les humains, telle fut sa conclusion. Le futur lui donna raison.

### Pas la même chose pour tous!

Le spécialiste de l'entraînement en altitude Jon Peter Wehrin de la Haute Ecole fédérale de sport de Macolin, explique que pour des compétitions en altitude «l'entraînement en altitude a du sens pour tous les participants. Car pour atteindre le meilleur rendement possible, le corps doit s'acclimater à l'altitude. Comparé à un entraînement «normal» en plaine, celui en altitude peut apporter 1 à 3% de rendement en plus. Et cela est précisément ce qui est décisif de la victoire ou de la défaite dans le sport d'élite.»

Par contre, Wehrin ne recommande l'entraînement en altitude comme préparation d'une compétition en plaine que pour des athlètes bien entraînés ayant atteint, avec les méthodes d'entraînement classiques, déjà un niveau élevé, mais n'arrivant plus à progresser. Avec ce stimulus supplémentaire, ils peuvent améliorer leur rendement de façon individuelle et personnalisée.

### Engadine

- Nuitées: Muottas Muragl (2456 m) ou Hospice du Col de la Bernina (Bernina-Hospiz) (2309 m)
- Entraînement: St. Moritz (1856 m) ou Scuol (1275 m)

### Région de Davos

- Nuitées: Jakobshorn (2590 m), SLF Weissfluhjoch (2663 m)
- Entraînement: Davos (1540 m) et Klosters (1120 m)

### Région d'Appenzell

- Nuitées: Säntis (2501 m)
- Entraînement: Schwägalp (1320 m), Urnäsch (841 m) ou Herisau (745 m)

### Région de la Suisse primitive

- Nuitées: Gütsch au-dessus d'Andermatt (2344 m)
- Entraînement: Andermatt (1445 m)

### Région du Valais

- Nuitées: Col de la Gemmi, Hôtel d'altitude «Wildstrubel» (2346 m)
- Entraînement: Loèche-les-Bains (Leukerbad) (1411 m)